

RÉPUBLIQUE DU TCHAD
UNITÉ - TRAVAIL - PROGRÈS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
ET DÉMOGRAPHIQUES (INSEED)



BP: 453, N'Djaména- Tchad. Tél. (+235) 22 52 66 13 Fax. (+235) 22 52 66 13

Site web: www.inseedtchad.com

SECTEUR INFORMEL AU TCHAD EN 2011

*Troisième Enquête sur la Consommation
et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT3)*

RAPPORT FINAL

Juin 2013



LA BANQUE MONDIALE

Ouvrer pour un monde
sans pauvreté

CARTE ADMINISTRATIVE DU TCHAD

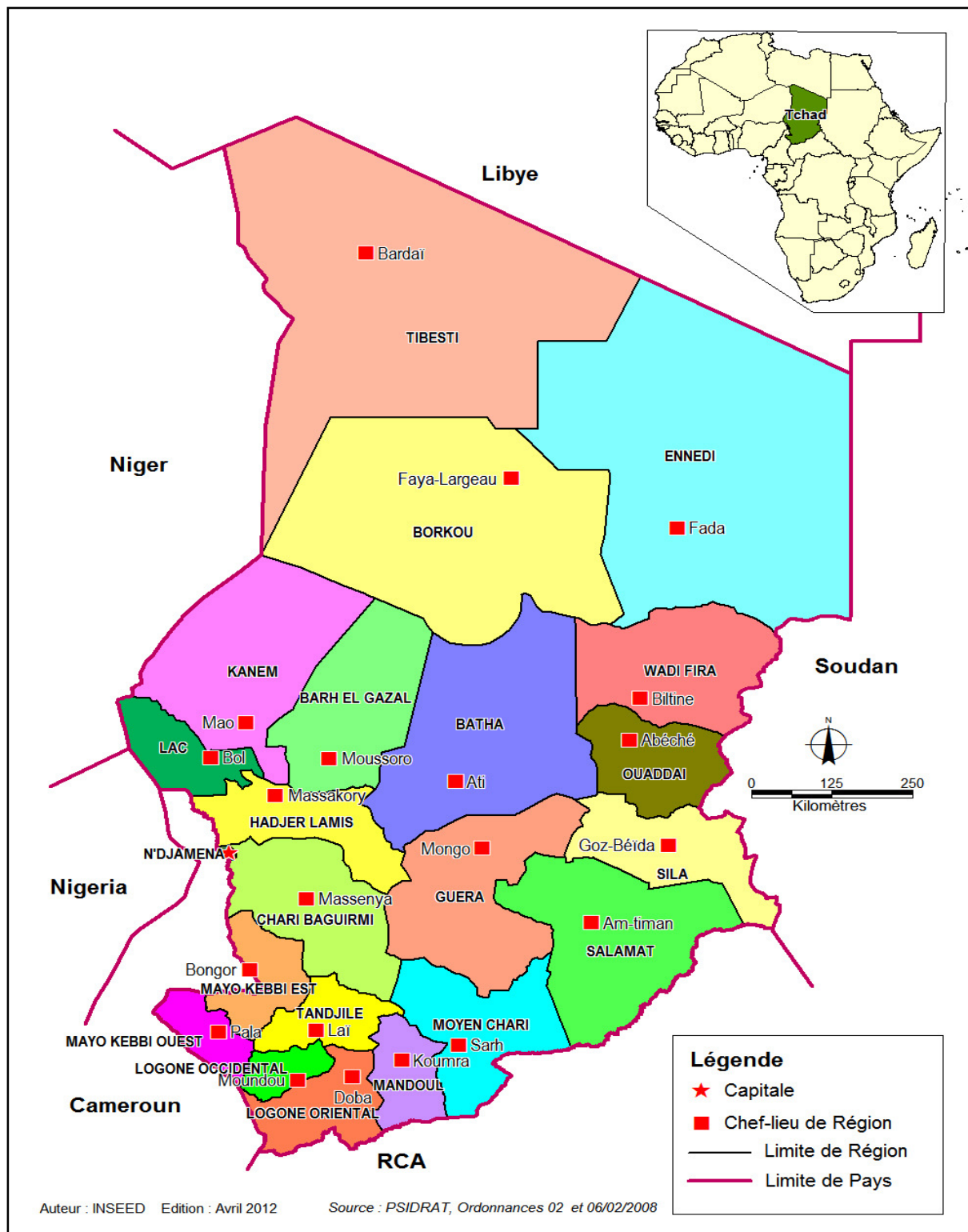


TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS DU SECTEUR INFORMEL EN 2011

N°	INDICATEUR	Valeur
1	Effectif des Unités de Production Informelles au niveau national	391 912
2	Pourcentage des UPI sans local adéquat au niveau national	73,1
3	Pourcentage des UPI possédant un NIF au niveau national	2,1
4	Pourcentage des UPI inscrites au Registre du commerce au niveau national	2,2
5	Pourcentage des UPI ayant établi la Carte Professionnelle au niveau national	2,4
6	Pourcentage des UPI inscrites à la CNPS au niveau national	1,6
7	Pourcentage des UPI disposant d'eau courante au niveau national	6,9
8	Pourcentage des UPI disposant de l'électricité au niveau national	5,9
9	Pourcentage des UPI ayant payé des impôts au niveau national	4,5
10	Pourcentage des UPI réduites à une seule personne au niveau national	74,9
11	Taille moyenne des UPI au niveau national	1,4
12	Pourcentage des UPI dirigées par des hommes au niveau national	95,1
13	Chiffre d'Affaire Moyen par UPI au niveau national	82 230
14	Pourcentage des UPI ayant des problèmes avec l'Etat au niveau national	89,6
15	Pourcentage des promoteurs d'UPI ayant rencontré des difficultés dans l'exercice dans leurs activités au niveau national	86,4
16	Pourcentage des promoteurs d'UPI estimant que leur UPI a un avenir au niveau national	73,3
17	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement au niveau national	54,3
18	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui ont déclaré avoir demandé un crédit bancaire au niveau national	1,5

19	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui ont demandé et obtenu un crédit bancaire au niveau national	27,2
20	Pourcentage des UPI repérées à N'Djaména	10,5
21	Pourcentage des UPI repérées en milieu urbain	26,5
22	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement à N'Djaména	25,4
23	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement en milieu urbain	45,3
24	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement en milieu rural	57,3
25	Pourcentage des UPI possédant un NIF à N'Djaména	6,6
26	Pourcentage des UPI inscrites au Registre du commerce à N'Djaména	6,3
27	Pourcentage des UPI ayant établi la Carte Professionnelle à N'Djaména	4,0
28	Pourcentage des UPI inscrites à la CNPS à N'Djaména	1,8
29	Taux de salarisation dans le secteur informel au niveau national	22,6
30	Pourcentage des UPI opérant dans des sites loués au niveau national	50,3
31	Pourcentage des UPI opérant dans des sites loués à N'Djaména	61,3
32	Principal problème rencontré au niveau national (relatif au développement de l'activité) : manque de liquidités	26,5
33	Principal problème rencontré au niveau national (lié à l'exercice de l'activité) : difficultés d'accès au crédit	46,3
34	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui ont demandé et obtenu un crédit bancaire à N'Djaména	69,6
35	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui ont demandé et obtenu un crédit bancaire en milieu urbain	53,1
36	Pourcentage des promoteurs d'UPI qui ont demandé et obtenu un crédit bancaire en milieu rural	14,1
37	Principale aide souhaitée au niveau national : accès au crédit	66,6

TABLE DES MATIERES

TABLEAU RECAPITULATIF DES INDICATEURS DU SECTEUR INFORMEL EN 2011	3
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES	9
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	10
AVANT-PROPOS	11
REMERCIEMENTS	12
RESUME EXECUTIF	13
INTRODUCTION.....	16
CHAPITRE 1: CARACTERISTIQUES DES UNITES DE PRODUCTION INFORMELLES	20
1.1 L'effectif des UPI par milieu, par région, par branche d'activité et sexe.....	20
1.2 Statut des Unités de Production Informelles.....	23
1.3 Disposition de local.....	26
1.4 Disponibilité des services de base dans les UPI	27
CHAPITRE 2: LA MAIN D'ŒUVRE DU SECTEUR INFORMEL.....	29
2.1 Emploi dans les UPI.....	29
2.2 Age des UPI.....	30
2.3 Caractéristiques des chefs des UPI	31
2.4 Ressources des UPI.....	32
2.5 Investissement dans les UPI.....	33
2.6 Charges des UPI.....	34
CHAPITRE 3: LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT	35
3.1 La déclaration d'activité	35
3.2 Les litiges avec l'Etat.....	36
3.3 Formaliser le secteur informel ?	39
CHAPITRE 4: PROBLEMES ET PERSPECTIVES.....	44
4.1 Mode d'insertion des actifs dans le secteur informel.....	44
4.1.1 Les raisons du choix de l'activité dans le secteur informel.....	44
4.1.2. Mode de fixation du volume d'activités.....	46
4.1.3 Mode d'approche des clients.....	46
4.2. Difficultés rencontrées dans le Secteur Informel.....	46
4.2.1. Difficultés liées à l'exercice de l'activité.....	46

4.2.2. Difficultés liées à l'existence de l'UPI.....	47
4.2.3. Difficultés de développement de l'activité.....	49
4.3. Les aides souhaitées par les opérateurs du secteur informel.....	50
4.4. Les perspectives d'avenir du secteur informel.....	53
4.4.1. Utilisation d'un prêt	53
4.4.2. Stratégie en cas de réduction de la demande.....	55
4.4.3. Perspectives d'avenir selon les chefs d'UPI	56
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	58
ANNEXES	59
A.1. TABLEAUX ADDITIFS	59
A .2. LISTE DU PERSONNEL AYANT PARTICIPE A L'ENQUETE	62

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Répartition des UPI par lieu de résidence et branche d'activité	20
Tableau : 1.2 : Structure (%) des UPI par milieu et branche d'activités	22
selon le sexe du chef UPI	22
Tableau 1.3 : Répartition des UPI par branche d'activité selon le lieu de résidence.....	22
Tableau 1.4 : Répartition des UPI par lieu de résidence et Branche d'activité du chef de l'UPI	23
selon la durée moyenne de vie de l'UPI.....	23
Tableau 1.5 : Proportion des UPI par Milieu selon les types d'enregistrement.....	23
Tableau 1.6 : Répartition des UPI par type de local selon le lieu de résidence	26
Tableau 1.7 : Répartition des UPI par mode d'occupation selon le lieu de résidence(%).....	26
Tableau 1.8 : Répartition des UPI par lieu de résidence selon les disponibilités des services de base.....	27
Tableau 2.1: Répartition des personnels par type de rémunération selon le lieu de résidence	29
Tableau 2.2 : Nombre moyen des personnels par lieu de résidence	30
Tableau 2.3 : Répartition des personnels salariés ou non par branche d'activité.....	30
Tableau 2.4 : Diverses ressources des UPI par lieu de résidence	32
Tableau 2.5 : Diverses ressources des UPI par branches d'activité en %	33
Tableau 2.6 : Diverses charges des UPI par lieu de résidence (millier de FCFA).....	34
Tableau 3.1 : Taux de non enregistrement selon le secteur d'activités et le milieu de résidence	36
Tableau 3.2 : Raisons du non enregistrement des Unités de Production Informelles (%).....	36
Tableau 3.3 : Mode de règlement des litiges avec l'Etat par secteur d'activités et le milieu de résidence.....	37
Tableau 3.4 : Types et mode de règlement des litiges avec l'Etat par milieu de résidence.....	38
Tableau 3.5: Situation des UPI par rapport à l'enregistrement par secteur d'activité et le milieu de résidence (%)	39
Tableau 3.6 : Intégration dans les circuits formels par branche d'activités de l'UPI (%)	40
Tableau 3.7 : Raison de l'échec de l'enregistrement selon le milieu de résidence	40
Tableau 3.8 : Principale raison de se faire enregistrer par secteur d'activités, milieu de résidence.....	41
Tableau 3.9 : Instauration d'un impôt unique par branche d'activité et milieu de résidence (en %)	42

Tableau 3.10 : Destination et utilisation de l'impôt unique selon la branche d'activités et le milieu de résidence (%).....	43
Tableau 4.1 : Les raisons du choix de l'activité dans le secteur informel (en %) suivant la branche d'activité.....	45
Tableau 4.2 : Les raisons du choix de l'activité dans le secteur informel (en %) suivant le secteur d'activité	45
Tableau 4.3 : Mode de fixation du niveau des activités selon le secteur d'activité (en %)	46
Tableau 4.4 : Mode d'approche des clients selon le secteur d'activité (en %)	46
Tableau 4.5 : Proportion des UPI éprouvant les principales difficultés rencontrées dans les différents domaines selon le secteur d'activité (en %).....	47
Tableau 4.6 : Proportion des UPI éprouvant les principales difficultés rencontrées sur la main d'œuvre selon le secteur d'activité (en %).....	48
Tableau 4.7 : Principales difficultés qui risquent de faire disparaître l'établissement selon le secteur d'activité (en %).....	49
Tableau 4.8 : Principales difficultés qui empêchent de développer l'activité selon le secteur d'activité (en %).....	49
Tableau 4.9 : Proportion (%) des promoteurs d'UPI souhaitant de l'aide selon le secteur d'activités, le milieu de résidence et le sexe (%)	50
Tableau 4.10 : Type d'association ou structure dont le promoteur sollicite l'octroi de crédit selon le secteur d'activités et le milieu de résidence (%).....	51
Tableau 4.11 : Banques dans lesquelles le promoteur a sollicité l'octroi de crédit selon le secteur.....	52
d'activités et le milieu de résidence (%)	52
Tableau 4.12 : Aides reçues de la part de leur organisation professionnelle par les promoteurs d'UPI selon le secteur d'activités, le milieu de résidence et le sexe (%).....	53
Tableau 4.13 : Souhait d'utilisation du crédit octroyé par des institutions bancaires et de microfinance par les promoteurs d'UPI selon le secteur d'activités et le milieu de résidence (%).....	55
Tableau 4.14 : Stratégies en cas de réduction de la demande selon le secteur d'activités et milieu de résidence (%).....	56
Tableau 4.15 : Perspectives d'avenir des chefs d'UPI selon le milieu de résidence (en % des UPI)	57

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.1 : La proportion des UPI dans les régions du Tchad	21
Graphique 1.2 : Les raisons de non enregistrement au NIF	24
Graphique 1.3 : Les raisons de non enregistrement au Registre de Commerce.....	24
Graphique 1.4 : Les raisons de non enregistrement à la CNPS.....	25
Graphique 1.5 : Les raisons de non établissement de la carte professionnelle (%)	25
Graphique 1.6 : Disponibilité des services de base dans les UPI.....	28
Graphique 2.1 : Répartition des UPI selon l'âge des UPI.....	31

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
BET	Borkou-Ennedi-Tibesti
BIT	Bureau International du Travail
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BCC	Banque Commerciale du Chari
BSIC	Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce
CA	Chiffre d'Affaires
CBT	Commercial Bank Tchad
CM	Chef de Ménage
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
ECOSIT3	Troisième Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad
EDST	Enquête Démographique et de Santé au Tchad
EPT	Éducation Pour Tous
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
INSEED	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
NIF	Numéro d'Identification Fiscale
MEPCI	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
OMC	Organisation Mondiale de Commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
PPLS2	Projet Population et Lutte contre le Sida Deuxième génération
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PMH	Pompe Manuelle à Motricité Humaine
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PND	Plan National de Développement
RGPH2	Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SGTB	Société Générale Tchadienne de Banque
SNRP	Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
UBA	United Bank of Africa
UPI	Unité de Production Informelle
ZD	Zone de Dénombrement

AVANT-PROPOS

Le Tchad a mené sa Troisième Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT3) entre juin et juillet 2011.

Cette enquête a pu être réalisée grâce à l'appui technique et financier de la Banque Mondiale à travers le Projet Population et Lutte contre le Sida Deuxième phase (PPLS2) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Les résultats de l'ECOST3 sont très attendus pour alimenter l'élaboration en cours du Plan National de Développement (PND 2013-2015), piloté par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI) ; ils sont aussi censés fournir une tendance sur l'évolution du phénomène de la pauvreté depuis la première enquête réalisée en 1996.

Ce rapport présente les résultats définitifs de l'ECOSIT3. Les résultats publiés sont un peu prometteurs. Des améliorations sont constatées selon les données des deux précédentes ECOSIT notamment au niveau du seuil de pauvreté, de l'emploi et de l'évolution du secteur informel. Les résultats obtenus, les progrès enregistrés reflètent les efforts fournis par le Gouvernement tchadien en étroite collaboration avec les différents partenaires au développement et ceci pour une amélioration de la situation économique et sociale de la population. Que ces efforts et coopération se poursuivent pour le bien-être de la population. Avec l'ECOSIT3, le Tchad vient ainsi de renforcer et d'enrichir sa base de données socioéconomiques. Les utilisateurs potentiels, les décideurs et les responsables des différents programmes auront à leur disposition des informations nécessaires et indispensables pour l'élaboration et/ou la mise en œuvre de leurs programmes de développement.

Que tous ceux qui ont participé à la réalisation de cette enquête, les partenaires financiers, la Banque Mondiale à travers le PPLS2, l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques, les autorités administratives et traditionnelles, la population ciblée par l'enquête, femmes et hommes et les différentes équipes d'enquêteurs et contrôleurs ainsi que tout le personnel technique qui les a formés, encadrés et supervisés trouvent ici l'expression de la gratitude du Gouvernement tchadien.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET
DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

MARIAM MAHAMAT NOUR

REMERCIEMENTS

L'ECOSIT3, la troisième série des Enquêtes Consommation des ménages et le Secteur Informel après celles de 1996 et 2003, est une opération d'envergure nationale qui vise à disposer des indicateurs actualisés sur le profil de la pauvreté et les conditions de vie des ménages.

Cette grande opération est le fruit de la mobilisation des cadres de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) qui composent l'équipe technique. Je tiens à les encourager et à les féliciter pour ce travail dont les résultats ont déjà servi à l'évaluation de l'impact de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté 2^e génération sur la pauvreté et à l'élaboration du Plan National de Développement (PND 2013-2015). Il faut aussi souligner que c'est après plus de cinquante années d'indépendance, que le Tchad publie pour la première fois des données statistiques nationales sur le secteur informel. Jusqu'ici, les seules données statistiques de référence nationale utilisées pour la planification socio-économique sont celles relatives au profil de pauvreté et l'emploi.

Au nom du gouvernement, je tiens à remercier la contribution de la Banque Mondiale dans cette activité tant dans le domaine technique que financier. Ces remerciements vont plus particulièrement à l'endroit du PPLS2, les partenaires au développement qui ont apporté leurs soutiens technique, matériel et financier à la réalisation de cette opération.

Nos remerciements vont également aux autorités administratives, traditionnelles et religieuses qui n'ont ménagé aucun effort pour accueillir et faciliter le travail des agents de collecte. Ce travail n'aurait pas pu aboutir sans la collaboration franche du millier d'agents de terrain, notamment les superviseurs régionaux, les contrôleurs et les agents enquêteurs qui ont sillonné les villages situés dans les zones échantillonnées, à tout ce personnel et celui de traitement informatique, nous exprimons toute notre gratitude.

Le rapport qui porte sur le **Secteur Informel** a été rédigé par une équipe d'experts nationaux coordonnée par Monsieur **KOSTELNGAR NODJIMADJI** ; que toute l'équipe trouve ici nos vifs remerciements pour le travail abattu.

Le Directeur Général de l'INSEED

OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR

RESUME EXECUTIF

En 2011, l'activité informelle comptait 391 912 Unités de Production Informelle (UPI) au Tchad dont 73,5% sont repérées en milieu rural. Ce caractère fortement rural de l'informel au Tchad, quoi que très surprenant se justifie par le fait que les activités secondaires entrent dans les critères de sélection des UPI et que le Tchad est composé à plus de 80% des populations rurales qui, en plus de leurs activités principales agricoles exercent dans l'informel à titre d'activités secondaires. N'Djaména la capitale compte environ 10% des UPI.

Les activités informelles au Tchad sont dominées par le commerce et les réparations des engins. En effet, plus d'un tiers des UPI exercent dans cette branche d'activité. Cette branche d'activité est surtout concentrée en milieux urbains (à N'Djaména et autres milieux urbains) où on enregistre plus d'une unité informelle sur deux dans la branche. La deuxième activité informelle la plus développée est la « fabrication des produits alimentaires, boissons et tabac » exercée par 21% des UPI. Celle-ci est relativement plus développée en milieu rural qu'urbain. Hébergement et restauration occupe la troisième place en termes d'importance avec une part de 16,9%. Les autres branches d'activité informelle sont relativement peu développées.

Le secteur informel se caractérise aussi par une très grande précarité des conditions d'activité. Près de trois quart des UPI sont abritées dans des installations de fortune (domiciles sans installation, postes improvisés au marché ou sur la voie publique, vendeurs ambulants, etc.), ce qui les prive d'accès aux principaux services publics (eau, électricité, téléphone). Le secteur informel ne se développe pas seulement à cause des contraintes fiscales ou par stratégie de contournement de la réglementation fiscale mais surtout comme une opportunité d'emploi à une massive couche de population constituée de chômeurs et de personnes non qualifiées dans un contexte de rigidité du marché de travail. L'absence de numéro d'Identification Fiscale (NIF) ne signifie pas que le secteur informel ne soit pas fiscalisé, puisque 4,5 % des UPI payent Les impôts. Mais la part des impôts et taxes payés à l'Etat reste faible relativement au montant du chiffre d'affaire. Mieux encore, les UPI sont 40% de l'effectif total à déclarer être prêtes à payer les impôts et 35% à vouloir s'enregistrer.

Il est caractérisé par la prédominance de l'auto-emploi: presque les trois quarts (74,9%) des UPI sont réduites à une seule personne, celles employant deux personnes constituent 17,7% et celles employant trois personnes ne représentent que 4,5%. Quant à celles qui emploient quatre personnes et plus, leur part reste également faible (2,8%). Ainsi, La taille moyenne des unités informelles est de 1,4 personne. Très faiblement structurées, les UPI se reposent généralement sur la seule personne du promoteur.

Les résultats de l'enquête montrent aussi que 95,1% des UPI sont dirigées par des hommes, contre 4,9% dirigées par les femmes. Ces dernières sont quasi totalement absentes dans le BTP. Par contre, on les trouve massivement dans le secteur agro alimentaire et le commerce. Le chiffre d'affaires annuel (CA) du secteur informel par des estimations s'élève à 32 226 780 000 FCFA au cours de l'exercice 2011, soit un chiffre d'affaire moyen par unité informelle de 82 230 FCFA.

Selon l'ancienneté, moins de la moitié des unités de production informelles (40%) ont plus de 6 années d'existence. Les plus jeunes unités, celles ayant moins de trois années, sont les plus nombreuses avec une proportion de 55% de l'ensemble. Elles sont plus nombreuses à disposer d'un local et sont plus équipées. En effet, plus l'unité de production est ancienne, moins le taux d'équipement en eau potable, électricité, raccordement au réseau d'assainissement est

élevé (5,8% des plus jeunes unités disposent d'eau potable contre 1,7% pour les plus anciennes et 5,3% disposent d'électricité contre 2,5% pour les plus anciennes).

Environ 90% des UPI déclarent avoir eu des problèmes avec les agents de l'Etat. En général, l'objet du litige a trait aux impôts et à la patente, et dans une moindre mesure, à l'emplacement de l'activité, notamment pour les commerçants exerçant sur la voie publique. Pour le règlement du différend, le mode de règlement le plus courant pratiqué est le paiement d'une amende avec reçu (47% des UPI). Les UPI qui ont réglé leur litige par le paiement d'un cadeau représente environ 39%. Ce taux met en exergue le phénomène de la corruption.

Les UPI qui sont dans le secteur du commerce et celui de l'industrie sont celles qui ont déclaré avoir le plus de problème avec les agents de l'Etat (respectivement 40% et 37,9%). Le montant versé par le secteur de l'industrie pour le paiement d'un cadeau ou d'une amende avec reçu est largement au dessus de la moyenne nationale (respectivement 3 270 FCFA et 3 224 FCFA).

La formalisation du secteur informel a été aussi examinée sous plusieurs aspects, notamment en évaluant d'abord les dispositions des UPI à intégrer les circuits publics officiels, en caractérisant ensuite les principaux facteurs de blocage des opérateurs informels et enfin en identifiant leurs attentes par rapport aux interventions publiques.

La répartition des UPI par branche d'activité par rapport à leur intégration dans les circuits formels révèle que ce sont les chefs d'UPI de la branche « Commerce et réparation engins » qui ont le plus déclaré être prêts à s'enregistrer auprès de l'administration (39,2%) et à payer des impôts sur l'activité (39,6%). Ce taux serait sans doute influencé par leur proportion dans l'échantillon. Les taux d'intégration dans les circuits formels les plus bas concernent les UPI qui sont dans les branches des activités extractives, des bâtiments et travaux publics, du transport et de l'entreposage.

Au titre des difficultés rencontrées par les UPI, elles sont réelles car 86,4% des chefs UPI ont rencontré des difficultés au cours du dernier exercice de leur activité. Ce résultat montre avant tout que les chefs d'UPI exercent leur activité dans des conditions difficiles et sont obligés de continuer pour survivre. Ces difficultés sont avant tout liées aux difficultés d'accès au crédit (citées par 46,3% des promoteurs) et ensuite au problème d'écoulement de la production, contraint à la fois du côté de l'offre ("excès de concurrence") et de la demande ("manque de clientèle"). 38,3% des unités informelles ont des problèmes de débouchés, 38,8% souffrent d'une concurrence excessive. Le problème d'approvisionnement en matières premières se pose avec plus d'acuité dans le secteur de l'industrie (54,1%), et c'est aussi dans ce secteur que le problème de manque de clientèle est beaucoup plus cité par les promoteurs d'UPI.

Finalement en dépit des contraintes qu'ils subissent et malgré la situation économique difficile, les entrepreneurs informels sont optimistes quant à l'avenir de leur établissement car 73,3 % d'entre eux estiment que leur unité a un avenir. Cet optimisme se retrouve dans toutes les branches d'activité sauf au niveau des activités extractives où seulement 21,4% sont optimistes. Le jugement positif sur l'avenir de l'établissement dépasse la simple intuition que le secteur informel sera amené à jouer un rôle économique de premier plan au cours des prochaines années, notamment dans le secteur de production. Le secteur informel est donc bien associé à un mode d'insertion sociale et économique encore valorisé aujourd'hui.

En revanche, seuls 54,3 % des entrepreneurs souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement. Cette proportion est plus faible à N'Djaména (25,4%) et dans les autres

centres urbains (49,4%). Plus généralement, elle est faible en milieu urbain (45,3%) et plus élevée en milieu rural (57,3%).

La prise en compte des caractéristiques socio-démographiques des producteurs informels montre que les patrons d'établissement sont beaucoup plus optimistes, en moyenne, que les individus travaillant à leur compte. Il en est de même pour les entrepreneurs hommes, plus optimistes que les femmes et ceux qui ont une ancienneté de plus de trois ans dans leur emploi, plus optimistes que ceux avec une ancienneté plus courte. Des variations s'observent également selon l'âge du chef d'UPI, les plus optimistes étant les entrepreneurs âgés de 60 ans et plus. L'optimisme sur les perspectives d'avenir est corrélé avec l'ancienneté et le niveau d'instruction du promoteur de l'UPI. Par ailleurs plus de 40% des producteurs du secteur informel souhaitent que leurs enfants perpétuent l'activité de leur établissement quel que soit leur caractéristique sociodémographique.

INTRODUCTION

Les informations statistiques sur le secteur informel et les petites entreprises au Tchad restent encore très lacunaires malgré leur importance économique majeure. Pourtant, quelles que soient les hypothèses que l'on peut raisonnablement faire sur la croissance du Tchad dans les années à venir, l'emploi dans le secteur informel est amené à croître de manière considérable, aussi bien à court qu'à moyen terme. Si l'objectif des recherches scientifiques est bien de servir au pilotage de la politique économique, la mesure du secteur informel, la connaissance des déterminants et de ses conséquences apparaît comme une absolue nécessité. Cet impératif est d'autant plus incontournable au Tchad que le secteur informel est en prise directe sur les principaux objectifs de réduction de la pauvreté à travers des documents stratégiques de réduction de la pauvreté et de politique nationale qui visent l'accroissement de la production, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

L'explosion du secteur informel au cours de ces dernières décennies est liée directement aux récurrentes crises économiques et financières caractérisées par un marché de travail étroit et rigide ; à l'explosion démographique et aux limites de l'Etat en matière de réglementation et de répression fiscale. Il constitue de ce fait, un secteur stratégique de part sa contribution à l'absorption d'une main d'œuvre importante et à la formation de revenus répondant aux besoins des couches les plus vulnérables de la société.

Son développement se fait néanmoins en opposition à la politique économique et sociale de l'Etat et constitue une forme de concurrence déloyale et une prime à la fraude. Ainsi, sa contribution aux recettes budgétaires de l'Etat reste très faible.

Les documents officiels ont reconnu l'importance du secteur informel au Tchad et ils ont recensé les contraintes et les atouts du secteur en ces termes: « Le secteur informel est le seul secteur capable d'offrir un grand nombre de petits emplois à une main-d'œuvre relativement peu qualifiée. Mais son développement est bloqué par de multiples difficultés : coût élevé des approvisionnements, faible technicité des entreprises et manque d'équipements, concurrence redoutable des industriels nigériens et camerounais, et accès difficile au crédit »¹.

Le secteur souffre d'un manque criard des données exhaustives et mises à jour au Tchad et donc sa connaissance reste vague et biaisée. En effet, deux enquêtes nationales de consommation et du secteur informel (ECOSIT1 et ECOSIT2) ont été organisées respectivement en 1996 et 2003 pour appréhender le secteur informel. Ces enquêtes avaient pour objectif d'actualiser le profil de pauvreté et les différents indicateurs de pauvreté en vue de permettre une meilleure évaluation de l'emploi et du secteur informel. Pour diverses raisons d'ordre méthodologique, les données du secteur informel de l'ECOSIT2 n'ont pu être exploitées. La principale raison évoquée est le taux élevé de non réponse. L'ECOSIT3, organisée en 2011, se veut donc une réponse à ces lacunes. La présente enquête sur le secteur informel vise donc à:

- Etablir les comptes des Unités de Production Informelles (UPI) pour mesurer au bout du compte le poids du secteur informel dans l'économie nationale;
- Identifier les branches d'activité les plus porteuses ;
- Connaître les besoins, les contraintes et les opportunités des unités de ce secteur ;

¹ DSRP (2008), « Document stratégique de croissance et de réduction de la Pauvreté », page 71, Ministère de l'Economie et du Plan

- Identifier les intervenants : opérateurs, partenaires (promoteurs, employés, clients, fournisseurs) de ce secteur ;
- Chercher les déterminants et spécialement les coûts de la création d'emploi ;
- Evaluer le taux d'utilisation des capacités de production dans les structures de production informelles.

Il faut rappeler que les activités productives appartenant au secteur informel diffèrent des autres activités productives par leur mode de production. Le concept de 'secteur informel' trouve sa justification dans la volonté de mesurer l'économie non observée.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a établi une liste de critères pour déterminer de l'informalité d'une unité économique. En général, on retient comme critère principal le 'non enregistrement administratif' pour désigner le secteur informel (bien qu'il faille distinguer les différentes causes du non enregistrement : celui de l'informel est 'involontaire' contrairement à l'illégal ou au souterrain). Cependant, cette liste n'est pas figée et n'est pas exhaustive car les critères n'ont pas la même pertinence selon le contexte dans lequel on se trouve. L'idée de base est d'essayer de mesurer toute l'activité productive créée dans une économie. En général, on retient les critères de non enregistrement administratif, de taille ou d'inexistence d'une comptabilité complète au sein de l'entreprise.

Les entreprises informelles au Tchad sont très mal connues de l'administration. Etant donné les difficultés de recouvrement fiscal, il serait inadapté d'utiliser le seul critère d'enregistrement pour désigner le secteur informel.

Vue l'ampleur de ce secteur au Tchad et pour bien garder à l'esprit la caractéristique d'opacité statistique que présente le secteur informel, il a été adopté des critères plus restrictifs que ceux proposés par l'OIT et adaptés par AFRISTAT. Ainsi, pour l'ECOSIT3, le secteur informel est défini comme l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge de législation pénale, sociale et fiscale ou qui échappent à la Comptabilité Nationale.

Autrement dit, c'est l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique et sociale, et donc à toute régulation de l'État. L'intérêt de la présente étude est sa coïncidence avec les travaux d'élaboration du Plan National de Développement du Tchad 2013-2015 où les questions liées à l'emploi et surtout l'emploi informel occupent une place centrale.

Le document est structuré autour de quatre chapitres.

Un encadré méthodologique précède le chapitre 1 qui présente les effectifs et les conditions dans lesquelles les UPI opèrent au Tchad tandis que le deuxième chapitre se concentre sur les questions d'emploi informel et dimension commerciale. Les chapitres 3 et 4 abordent successivement les liens relationnels entre l'Etat et les opérateurs informels d'une part et les contraintes des UPI et les perspectives d'autre part.

Encadré 1 : Méthodologie de l'enquête ECOSIT3, volet secteur informel**Définition retenue de l'informel**

La définition générale du secteur informel retenue dans les 20 Etats membres d'AFRISTAT est la suivante : « Constitue une activité informelle, toute activité non enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité écrite formelle, exercée à titre d'emploi principal ou secondaire, par une personne en tant que patron ou travailleur à son propre compte. Cette personne, active occupée est alors considérée comme "chef d'unité de production informelle" ».

Pour le cas spécifique de l'ECOSIT3, les UPI sont des unités de production dépourvues de numéro d'identification fiscale et/ou de comptabilité écrite formelle au sens du plan comptable en vigueur.

Champ géographique

Le champ géographique est le territoire national avec comme domaines d'études la capitale (N'Djaména), les autres milieux urbains et le milieu rural. Le choix porté tient compte de la volonté d'explorer aussi le milieu rural en se limitant toutefois aux activités non agricoles. L'inclusion des activités agricoles² aurait l'inconvénient d'introduire d'autres difficultés liées à la nature de cette opération et des activités de ce milieu. En effet, il est déjà très difficile de reconstituer les comptes des unités de production informelles non agricoles pour lesquelles on maîtrise les méthodes comptables, à cause de l'effet mémoire et de l'absence de comptabilité formelle de la part des opérateurs du secteur ; la reconstitution des comptes serait donc plus compliquée si l'on incluait davantage le secteur agricole.

Echantillonnage et procédures de tirage

La base de sondage est constituée de la liste exhaustive des ZD issues du RGPH2. Une ZD est définie comme une portion du territoire limitée par des détails visibles et renfermant en moyenne 200 ménages. Le territoire tchadien a ainsi été découpé en environ 12 150 ZD qui constituent les unités de la base de sondage.

L'ECOSIT3 est réalisée sur la base d'un sondage aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'unité primaire de sondage est la ZD. Chaque région est divisée en deux (2) strates : urbaine et rurale. Compte tenu de la spécificité de la ville de N'Djaména, chacun de ses 10 arrondissements constitue une strate urbaine.

Taille de l'échantillon :

Il est donc retenu d'enquêter un échantillon de 2 100 ménages à N'Djaména, 462 ménages dans chacune des régions abritant les trois villes secondaires (Abéché, Moundou et Sarh). Pour le reste du pays, environ 6 720 ménages seront enquêtés soit 420 ménages par région. Au total, environ 10 206 ménages seront enquêtés

Unités d'échantillonnage et d'observation

Les unités de production enquêtées sont identifiées à partir du questionnaire emploi en repérant les responsables (patrons ou travailleurs pour compte propre) d'UPI parmi ceux qui ont un emploi. L'unité d'échantillonnage est le ménage ordinaire résidant dans le champ de l'enquête. Un ménage ordinaire étant une personne ou un groupe de personnes apparentées ou non, vivant dans une même unité d'habitation, et pourvoyant ensemble à leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux ; de façon générale, les membres d'un ménage

² Il s'agit des activités agricoles au sens large, incluant ainsi l'élevage, la pêche, etc.

reconnaissent l'autorité d'un chef, indépendamment du sexe. Se basant sur l'emploi qui concerne les individus du ménage âgés de 6 ans ou plus, le volet secteur informel concerne les unités de production de biens et/ou de services non agricoles (c'est-à-dire des unités de production exerçant des activités autres que l'agriculture, l'élevage et la pêche) dirigées par des individus qui ont été identifiés dans le volet emploi, relativement à leur emploi principal ou secondaire, comme des patrons ou travailleurs à compte propre d'entreprises considérées comme faisant partie du secteur informel.

Collecte des données sur le terrain

Selon la méthode d'échantillonnage retenue, il a été convenu de tirer de manière systématique 21 ménages dans chacune des 486 ZD tirées lors du premier degré de sondage. Le ménage est définitivement identifié par le numéro de la strate, le numéro de la ZD et le numéro du ménage dans la zone.

Le questionnaire ménage permet de recenser de manière exhaustive l'ensemble des membres des ménages de l'échantillon, et d'obtenir, pour chacun, une description de ses principales caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, etc.). L'ensemble des individus âgés de 6 ans ou plus identifiés par le questionnaire ménage constitue la population en âge de travailler. Ils font ensuite l'objet du questionnaire individuel qui mesure leur degré d'engagement sur le marché du travail.

Ne sont enquêtés pour le secteur informel que tous les individus ayant un emploi (donc éligibles au questionnaire emploi) et ayant le titre de patrons ou de travailleurs pour compte propre.

CHAPITRE 1: CARACTERISTIQUES DES UNITES DE PRODUCTION INFORMELLES

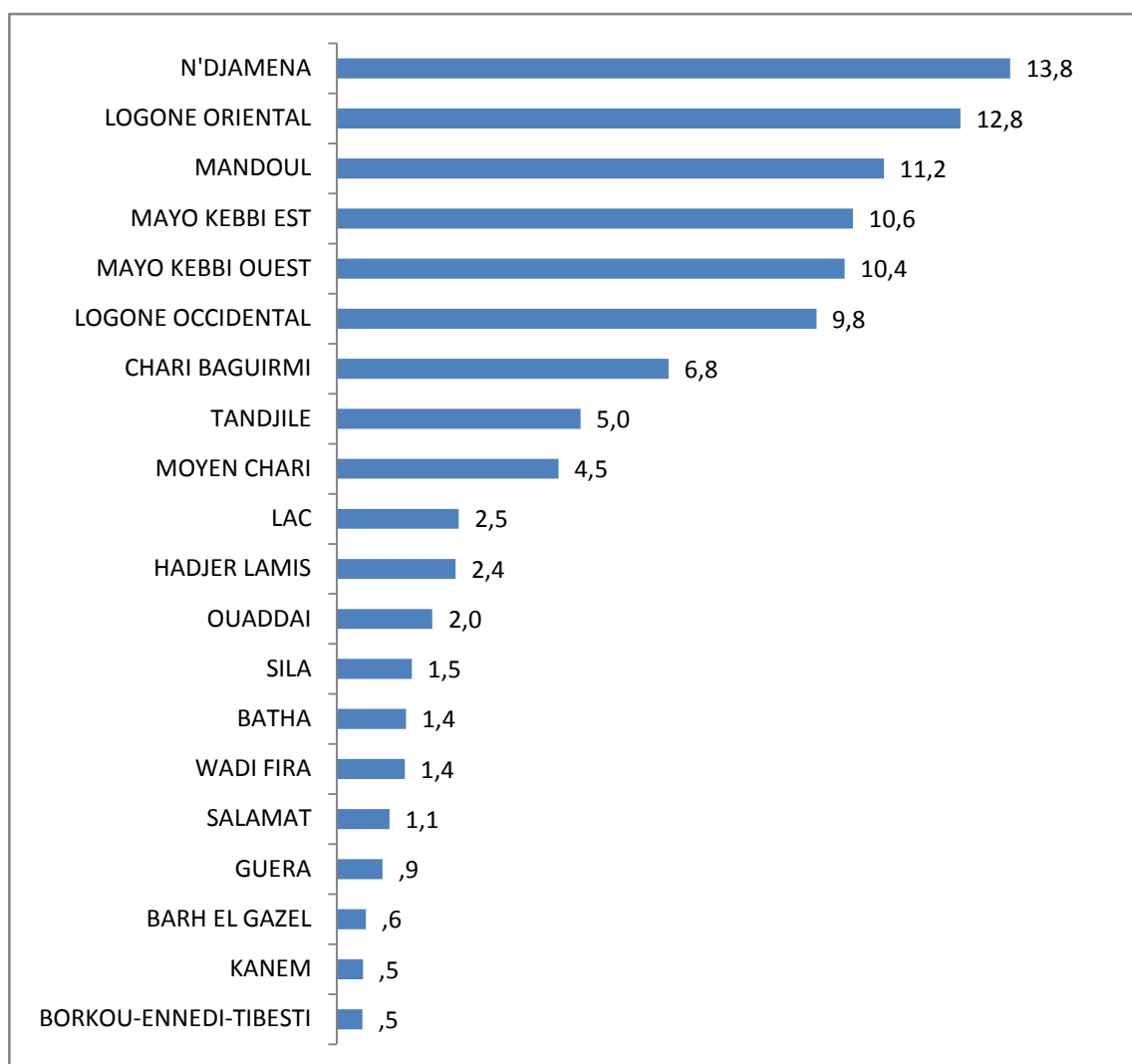
1.1 L'effectif des UPI par milieu, par région, par branche d'activité et sexe

Selon les résultats de l'ECOSIT3, il a été dénombré 391 912 Unités de Production Informelle (UPI) au Tchad en 2011 dont 73,5% sont repérées en milieu rural. Ce caractère fortement rural de l'informel au Tchad, quoi que très surprenant se justifie par le fait que les activités secondaires entrent dans les critères de sélection des UPI et que le Tchad est composé à plus de 80% des populations rurales qui, en plus de leurs activités principales agricoles exercent dans l'informel à titre d'activités secondaires. Selon les régions, comme indiqué sur le graphique ci-dessous, N'Djamena vient en tête avec 13,8% des UPI, suivi du Logone Oriental (12,8%) et du Mandoul (11,2%). Les régions du nord géographique enregistrent des proportions faibles, et cela, en raison de leur faible densité démographique mais aussi des activités pastorales qui restent dominantes dans ces régions.

Tableau 1.1 : Répartition des UPI par lieu de résidence et branche d'activité

Caractéristiques des UPI	Effectif	Pourcentage
Lieu de résidence		
N'Djamena	41 041	10,5
Autres milieux urbains	62 911	16,0
Milieu rural	287 960	73,5
Total	391 912	100
Branches d'activités informelles		
Activités extractives	2 075	0,5
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	81 513	20,9
Autres industries	31 292	8,0
Bâtiments et travaux publics	6 251	1,6
Commerce et réparation engins	139 707	35,6
Transport et entreposage	7 071	1,8
Hébergement et restauration	63 878	16,3
Autres services	60 126	15,3
Total	391 912	100

Graphique 1.1 : La proportion des UPI dans les régions du Tchad



La répartition des UPI selon le sexe du chef de ménage (tableau 1.2 ci-dessous) montre que plus de trois quart des femmes promotrices des UPI résident dans le milieu rural. Selon la branche d'activité, il est apparu clairement une confirmation du fait que l'activité de fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac est largement dominée par les femmes car 35% d'entre elles y exercent. Viennent ensuite les activités de commerce et réparation (29,4%) et hébergement et restauration (27,1%). Elles n'exercent presque pas dans les transports (0,1%), et surtout pratiquement absentes dans les activités extractives. Les hommes eux sont abondants dans le commerce et la réparation (45,8%) et autres services (24%). D'une manière générale, on retiendra que les hommes exercent beaucoup plus dans le secteur des services tandis que les femmes se partagent entre les industries agroalimentaires et les services, notamment le commerce.

Tableau : 1.2 : Structure (%) des UPI par milieu et branche d'activités selon le sexe du chef UPI

	Masculin	Féminin	Ensemble
Milieu de résidence			
Urbain	28,0	24,0	26,0
Rural	72,0	76,0	74,0
Branche d'activité Informelle			
Activités extractives	1,3		,6
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	5,2	35,0	22,3
Autres industries	13,7	4,1	8,2
Bâtiments et travaux publics	3,5	,2	1,6
Commerce et réparation engins	45,8	29,4	36,4
Transport et entreposage	4,5	,1	2,0
Hébergement et restauration	2,0	27,1	16,4
Autres services	24,0	4,2	12,6
Ensemble	100	100	100

Le tableau 1.3 ci-dessous indique que les activités informelles au Tchad sont dominées par le commerce et les réparations des engins. En effet, plus d'un tiers des UPI exercent dans cette branche d'activité. Par lieu de résidence, cette activité est surtout exercée à N'Djaména (59%) et les autres milieux urbains (46,4%). La deuxième activité informelle la plus répandue est la « fabrication des produits alimentaires, boissons et tabac » exercée par 22,4% des UPI au niveau national. Cette activité est relativement plus exercée en milieu rural (24,7%) qu'à N'Djaména (11,9%) et dans les autres milieux urbains (18,8%). La branche Hébergement et restauration occupe la troisième place en termes d'importance (16,9%). Les autres branches d'activités informelles sont relativement peu développées.

Tableau 1.3 : Répartition des UPI par branche d'activité selon le lieu de résidence

Branche activité Informelle	Lieu de Résidence			
	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	Ensemble
Activités extractives	0,0	0,2	0,7	0,5
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	11,9	18,8	24,7	22,4
Autres industries	2,7	6,9	9,0	8,0
Bâtiments et travaux publics	2,1	1,2	1,5	1,5
Commerce et réparation engins	59	46,4	31,3	36,6
Transport et entreposage	4,2	2,9	1,4	1,9
Hébergement et restauration	6,3	11,8	19,5	16,9
Autres services	13,8	12,0	11,9	12,1
Ensemble	100	100	100	100

La répartition des UPI selon la durée moyenne de vie (tableau 1.4) indique que dans la plus part des cas les UPI sont créées il y a fort longtemps. En effet, on note que 92,4% des UPI ont une durée moyenne de vie de plus de 20 ans c'est-à-dire qu'elles sont créées bien avant la période sous les revues avec les institutions de Breton Woods (après 1994). Toutefois, on note que le lieu de résidence indique que près du tiers des UPI à N'Djaména sont créées il y a moins de 10 ans ; ce qui correspond à l'ère du développement de l'économie pétrolière. On observe par ailleurs un développement récent dans la branche d'activité « Hébergement et

restauration » et dans les industries autre que les industries de fabrication de produits alimentaires, boisson et tabacs. Les proportions des UPI ayant de moins de 10 ans de durée de vie y sont respectivement de 41,2% et 16,9%.

Tableau 1.4 : Répartition des UPI par lieu de résidence et Branche d'activité du chef de l'UPI selon la durée moyenne de vie de l'UPI

	moins de 10 ans	10 à 20 ans	20 ans et plus	Total
Lieu de résidence				
N'Djaména	31,5	4,4	64,0	100
Autres milieux urbains	0,4	7,9	91,8	100
Milieu rural	0,4	9,4	90,2	100
Branche activité Informelle				
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	2,5	1,7	95,7	100
Autres industries	16,9	12,6	70,6	100
Bâtiments et travaux publics	1,3	3,7	94,9	100
Commerce et réparation engins	2,2	0,5	97,3	100
Transport et entreposage	0,5	6,6	92,9	100
Hébergement et restauration	41,2	0,7	58,1	100
Autres services	8,6	13,2	78,2	100
Ensemble	4,1	3,5	92,4	100

1.2 Statut des Unités de Production Informelles

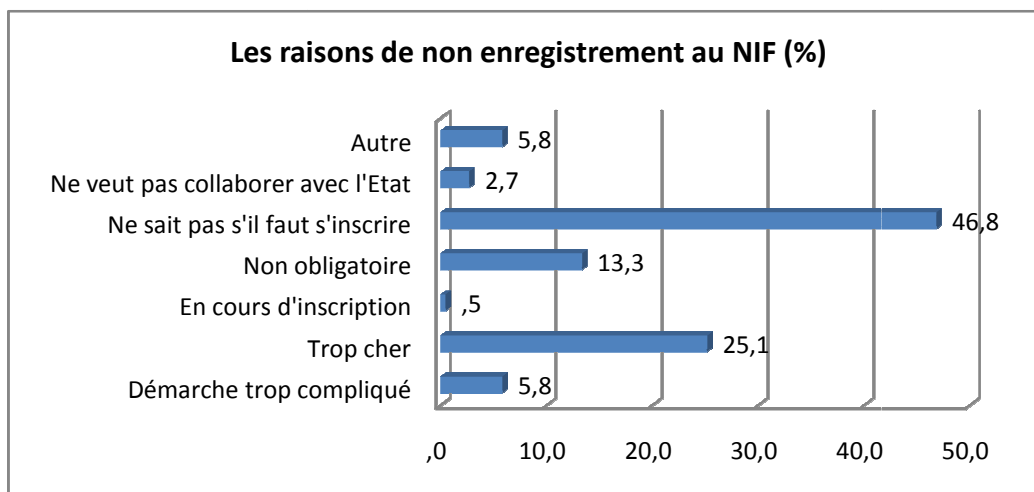
Les Unités de Production Informelle au Tchad sont caractérisées par un faible taux d'enregistrement aux documents statistiques officiels. Ainsi, seules 2,1% d'entre elles possèdent un Numéro d'Identification Fiscale (NIF), 2,2% se sont inscrites au Registre du commerce. Elles représentent 2,4% et 1,6% de l'ensemble à établir respectivement la carte professionnelle et à s'inscrire à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS). L'analyse par lieu de résidence montre que la situation à N'Djaména et dans les autres milieux urbains est relativement plus satisfaisante qu'en milieu rural; ce qui est justifiable à plusieurs égards. D'une part, les services publics de fiscalité sont concentrés à N'Djaména et dans les autres milieux urbains et d'autre part, l'informel est par essence urbain et le rural est plutôt dominé par les activités agricoles.

Tableau 1.5 : Proportion des UPI par Milieu selon les types d'enregistrement

Type d'enregistrement	Lieu de résidence			Ensemble
	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	
Enregistrement de l'établissement NIF (%)	6,6	3,4	1,2	2,1
Enregistrement de l'établissement au Registre de commerce (%)	6,3	3,9	1,3	2,2
Enregistrement de l'établissement carte professionnelle (%)	4	3,4	2	2,4
Enregistrement de l'établissement à la CNPS (%)	1,8	2,5	1,4	1,6

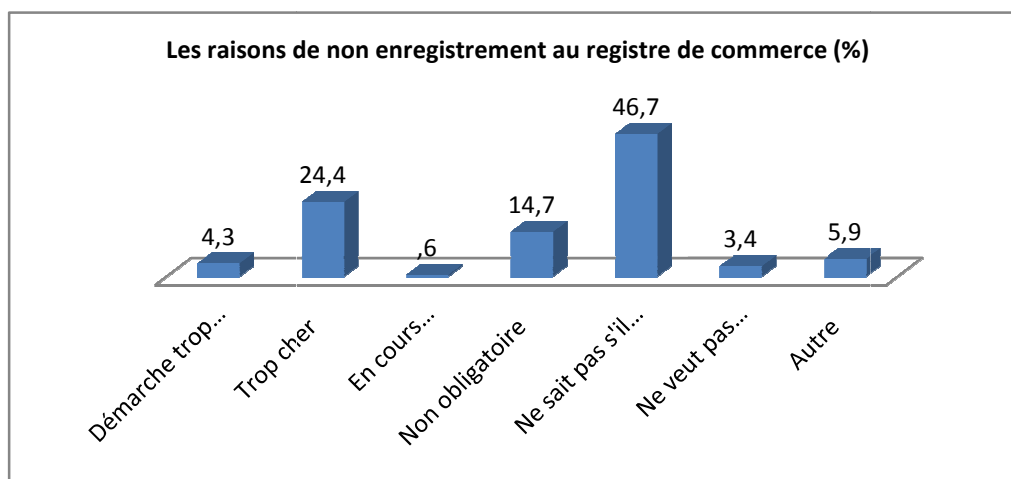
Les raisons de non enregistrement des UPI au NIF relèvent majoritairement de l'ignorance (46,8% des UPI déclarent en effet qu'elles ne savent pas s'il faut s'inscrire) ou de la méconnaissance des procédures devant aboutir à l'enregistrement. Un quart des UPI enquêtées déclarent aussi que les coûts d'enregistrement sont trop élevés.

Graphique 1.2 : Les raisons de non enregistrement au NIF



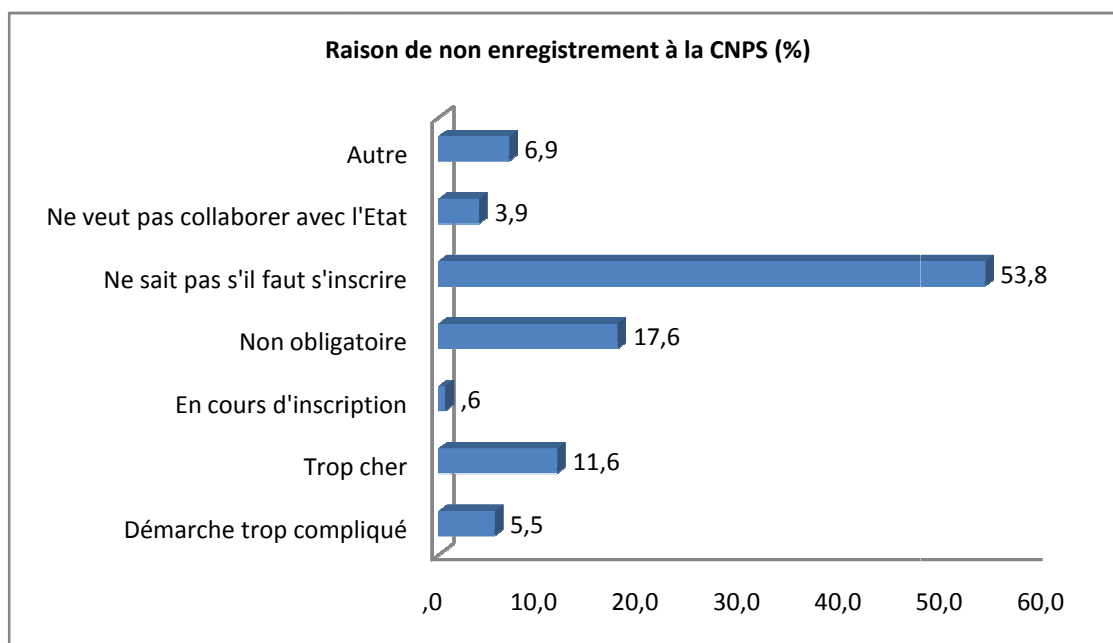
Les raisons de non enregistrement au registre de commerce sont les mêmes que celles liées au non enregistrement au NIF. En plus, environ 47% ignorent l'existence de cette obligation et près d'un quart trouvent l'opération trop coûteuse (graphique 1.3).

Graphique 1.3 : Les raisons de non enregistrement au Registre de Commerce



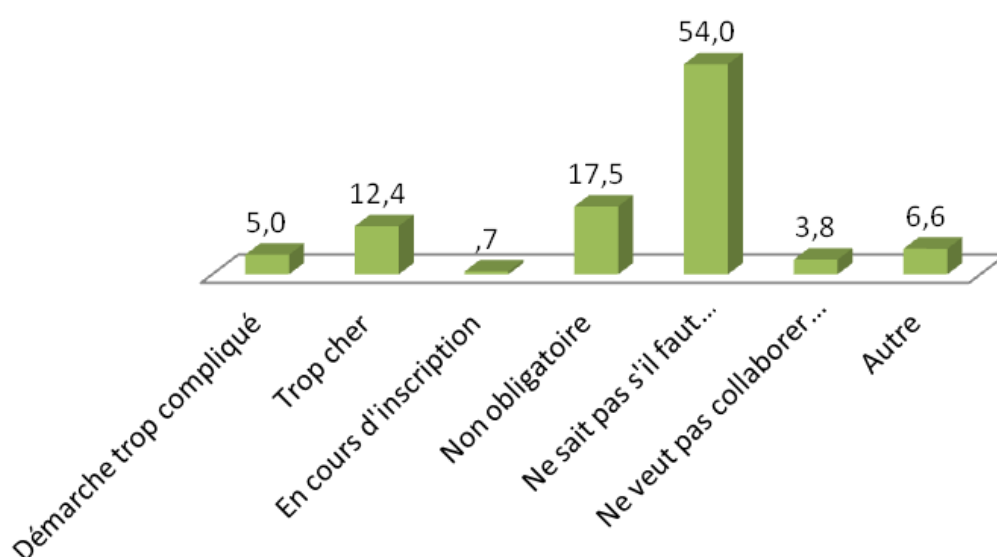
Si plus de la moitié des promoteurs d'UPI interrogés estiment ignorer l'existence de cette obligation sociale qui est la CNPS, une proportion non négligeable des promoteurs d'UPI (17,6%) supposent que cet enregistrement n'est pas obligatoire pour toutes les entreprises. On retiendra aussi que 11,6% et 5,5% des promoteurs d'UPI déclarent respectivement que les démarches sont trop chères et trop compliquées.

Graphique 1.4 : Les raisons de non enregistrement à la CNPS



Le non-établissement des cartes professionnelles par les UPI est dû essentiellement à l'ignorance de l'existence de telles cartes (54%), à la non perception du caractère obligatoire de cet acte (17,5%) et aux coûts exorbitants de l'établissement d'une carte professionnelle (12,4%).

Graphique 1.5 : Les raisons de non établissement de la carte professionnelle (%)



1.3 Disposition de local

L'une des particularités des Unités de Production Informelles, tous secteurs confondus est la précarité des conditions dans lesquelles elles exercent leurs activités. En effet, selon les résultats du tableau 1.6, environ 30% des UPI au Tchad opèrent dans des domiciles privés sans installation. Ce type de local est plus fréquent en milieu rural (33%) que dans les autres milieux urbains (19%) et N'Djamena (22,4%). Le deuxième et le troisième type de local les plus utilisés sont respectivement le poste improvisé au marché (18,4%) et le local fixe au marché public (13,6%).

Tableau 1.6 : Répartition des UPI par type de local selon le lieu de résidence

Type de local/lieu de Résidence	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	Ensemble
Ambulant	6,3	8	5,5	6,0
Poste improvisé sur la voie publique	7,2	5,5	4,6	5,1
Poste fixe sur la voie publique	8,5	10,4	4,1	5,6
Véhicule/moto/vélo	2,8	1,1	1,3	1,4
Domicile des clients	2,0	2,4	3,0	2,8
Dans votre domicile sans installation	22,4	19	33	29,7
Dans le domicile avec installation	9,9	7,9	8,8	8,8
Poste improvisé dans un marché	11,6	14,6	20,3	18,4
Local fixe sur marché public	20,7	20,3	11,1	13,6
Atelier, boutique, restaurant...	4,8	7,3	4,0	4,6
Autre	3,6	3,6	4,3	4,1
Total	100	100	100	100

Selon la nature du local occupé, on note que plus de la moitié des UPI opèrent dans des sites loués (50,3%). Au moins une UPI sur cinq (22,4%) et 10,9% occupent respectivement leurs propres sites et des sites prêtés. Les sites loués sont plus l'apanage des UPI de N'Djamena (61,3%) et des autres milieux urbains (61,6%) que celles du milieu rural (44,4%). En effet, il est plus facile d'avoir accès à un domaine foncier dans le milieu rural qu'en ville.

Tableau 1.7 : Répartition des UPI par mode d'occupation selon le lieu de résidence(%)

Mode d'occupation/Lieu de résidence	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	Ensemble
A vous (propriétaire)	15,4	23	23,7	22,4
Loué	61,3	61,6	44,4	50,3
Prêté	9,1	7,9	12,3	10,9
Autre	14,3	7,5	19,7	16,4
Total	100	100	100	100

Selon la branche d'activité, la grande majorité des UPI exerçant dans les BTP, réparations exercent leurs prestations chez leurs clients et donc ne sont pas dans l'obligation de posséder un local. Par contre, dans le secteur industriel et Agro-alimentaire, plus de la moitié des UPI exercent à domicile. Le secteur commercial est partagé à par égal entre des unités qui disposent un local (39,7%) et celles qui n'en disposent pas (39,8%). Sur le plan régional, N'Djamena domine en matière de l'absence de local pour les UPI en raison peut être de la chevreté relative des loyers.

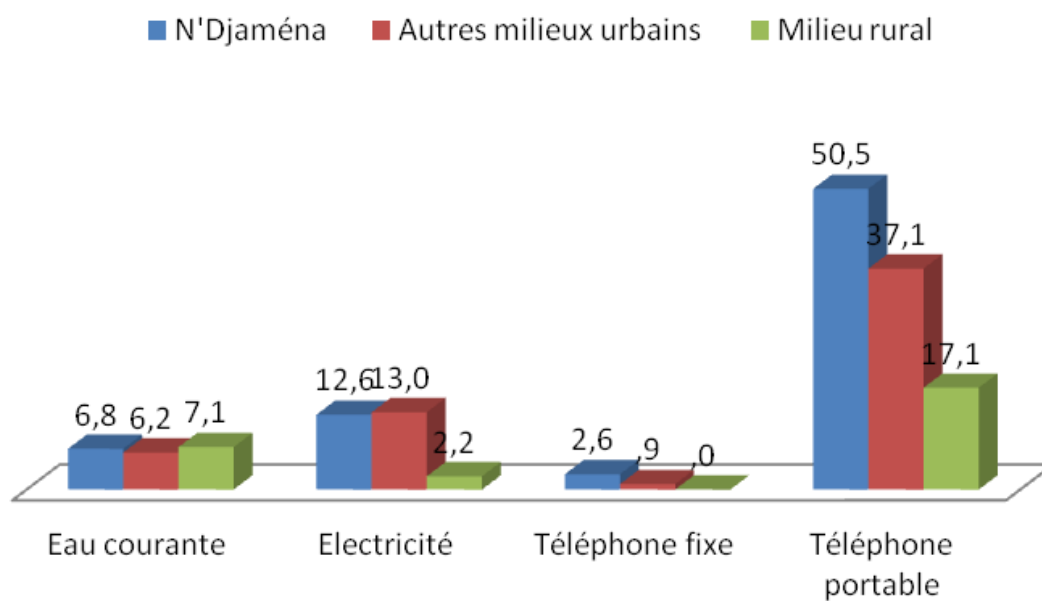
1.4 Disponibilité des services de base dans les UPI

En matière de disponibilité des services de base, on enregistre une situation globalement insatisfaisante. Comme le montre le tableau 1.8, en dehors du téléphone portable qui est d'usage courant pour la plupart des UPI, toutes les autres nécessités (eau courante, électricité, téléphone fixe) sont disponibles. Pour l'électricité par exemple, ce sont 12,6% des UPI à N'Djaména et 13% d'UPI dans les autres milieux urbains qui y ont accès contre 2,2% en milieu rural. En matière d'eau courante, ces proportions sont de 6,8% pour les UPI de N'Djaména, 6,2% dans les autres milieux urbains et 7,1% pour les UPI rurales. Exceptée l'eau courante, la situation quoi que défavorable est relativement meilleure à N'Djaména et dans les autres milieux urbains qu'en milieu rural. Si l'eau courante est plus fréquente dans les UPI rurales que celles des centres urbains, cela n'est guère lié à l'état financier mais à la nature des activités exercées. En effet, l'activité de fabrication des produits alimentaires, boissons et tabac prédominante en milieu rural a plus besoin d'eau courante que l'activité de commerce très fréquente en milieu urbain.

Tableau 1.8 : Répartition des UPI par lieu de résidence selon les disponibilités des services de base

Services de base/ lieu de résidence	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	Ensemble
Disposition d'eau courante	6,8	6,2	7,1	6,9
Disposition d'électricité	12,6	13	2,2	5,9
Disposition de téléphone fixe	2,6	0,9	0,0	0,5
Disposition de téléphone portable	50,5	37,1	17,1	25,8

Graphique 1.6 : Disponibilité des services de base dans les UPI



CHAPITRE 2: LA MAIN D'ŒUVRE DU SECTEUR INFORMEL

Le secteur informel constitue une source massive d'emplois pour de nombreuses personnes en quête de travail. Si on ne peut répondre avec exactitude aux questions de savoir si le travail informel est décent ou si les promoteurs d'UPI vivent-elles bien de leur travail, on peut néanmoins affirmer sans risque de se tromper que le secteur informel occupe une multitude de concitoyens.

2.1 Emploi dans les UPI

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, 617 040 personnes ont été déclarées comme des travailleurs du secteur informel dont 76 350 à N'Djaména (soit 12,4% de l'effectif total), 107 665 dans les autres milieux urbains (17,4%) et 433 025 en milieu rural (70,2%). On note aussi que 77,4% des travailleurs du secteur informel ne sont pas des salariés (ils sont rémunérés à la tâche, en nature, etc.). Ce qui induit un taux de salarisation de 22,6% dans le secteur informel. Ces statistiques, par lieu de résidence, indiquent que le taux de salarisation est plus faible en milieu rural (19,5%) qu'à N'Djaména (38,9%) ou dans les autres milieux urbains (23,8%).

Tableau 2.1: Répartition des personnels par type de rémunération selon le lieu de résidence

Lieu de résidence	Salariés		Non salariés		Total personnes travaillant dans l'entreprise	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
N'Djaména	21 823	19,6	46 614	9,8	76 350	12,4
Autres milieux urbains	20 519	18,3	82 028	17,2	107 665	17,4
Milieu rural	69 525	62,1	348 693	73,0	433 025	70,2
Total	111 867	100	477 335	100	617 040	100

Le secteur informel est aussi caractérisé par la prédominance de l'auto-emploi: presque les trois quarts (74,9%) des UPI sont réduites à une seule personne, celles employant deux personnes constituent 17,7% et celles employant trois personnes ne représentent que 4,5%. Quant à celles qui emploient quatre personnes et plus, leur part reste également faible (2,8%). Ainsi, La taille moyenne des unités informelles est de 1,4 personne.

En moyenne, une UPI emploie une personne. C'est un chiffre qui confirme la faible absorption par UPI de la main d'œuvre. Très faiblement structurées, les UPI se reposent généralement sur la seule personne du promoteur.

L'analyse des unités informelles selon leur taille en termes d'emploi montre que plus la taille de l'unité augmente, plus elle a tendance à disposer d'un local. En effet, 90% des unités employant plus de 3 personnes disposent d'un local alors que seules 25% des unités constituées d'une seule personne possèdent un local.

L'aménagement du local semble lui aussi être influencé par la taille de l'unité, plus l'unité est petite, moins elle dispose d'électricité, d'eau potable, de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'autres équipements. Dans toutes les régions, la part des unités composées d'une seule personne dépasse largement celle des unités employant deux

personnes et plus. La part la plus faible est enregistrée dans la région de "Guera" avec 75,3% alors que la part la plus élevée d'unités constituées d'une seule personne est observée dans la région de "Mandoul" (91,5%).

Tableau 2.2 : Nombre moyen des personnels par lieu de résidence

Lieu de résidence	Total personnes travaillant dans l'entreprise	Nombre de salariés	Nombre de non salariés	Ensemble
N'Djaména	2	1	1	1
Autres milieux urbains	2	1	1	1
Milieu rural	1	1	1	1
Total	1	1	1	1

Le tableau 2.3 ci-dessous, renseigne sur la répartition des personnels par branche d'activité. On note que les ordres d'importance des UPI par branche d'activité sont respectés en ce qui concerne le nombre de travailleurs. En effet, les branches « fabrication de produits alimentaire, boissons et tabac » et « commerce et réparation des engins » occupent à elles seules 53,6% de l'ensemble des travailleurs du secteur informel. On note aussi que la branche « hébergement et restauration » ou les autres services occupent environ 15% de l'effectif total des travailleurs des UPI, ce qui n'est pas négligeable.

Tableau 2.3 : Répartition des personnels salariés ou non par branche d'activité

Branche activité Informelle	Salariés		Non salariés		Total personnes travaillant dans l'entreprise	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Activités extractives	973	0,9	2 061	0,4	2 979	0,5
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	14 749	13,6	110 183	23,7	128 431	21,4
Autres industries	18 949	17,4	42 313	9,1	62 764	10,5
Bâtiments et travaux publics	11 460	10,5	7 030	1,5	18 924	3,2
Commerce et réparation engins	25 773	23,7	152 884	32,9	193 512	32,2
Transport et entreposage	4 331	4,0	7 162	1,5	12 100	2,0
Hébergement et restauration	9 620	8,8	78 885	17,0	90 249	15,0
Autres services	22 850	21,0	63 817	13,7	91 390	15,2
Total	108 706	100	464 335	100	600 348	100

2.2 Age des UPI

La répartition selon les âges indique que moins de la moitié des unités de production informelles (40%) ont plus de 6 années d'existence. Les plus jeunes unités, celles ayant moins

de trois années, ne représentent que 55% de l'ensemble. Elles sont plus nombreuses à disposer d'un local et sont plus équipées. En effet, plus l'unité de production est ancienne, moins le taux d'équipement en eau potable, électricité, raccordement au réseau d'assainissement est élevé (5,8% des plus jeunes unités disposent d'eau potable contre 1,7% pour les plus anciennes et 5,3% disposent d'électricité contre 2,5% pour les plus anciennes).

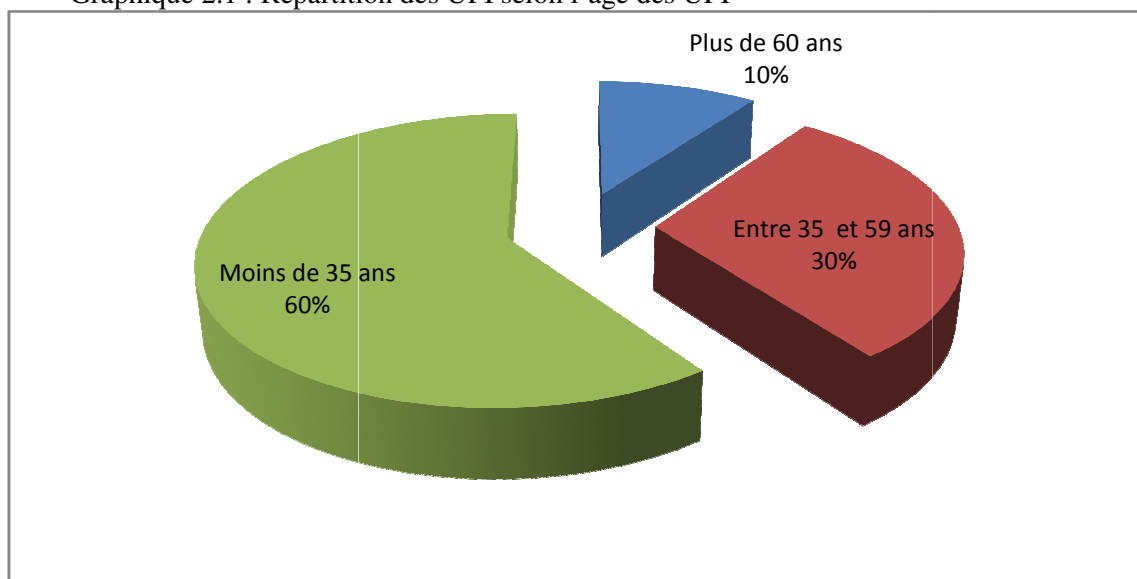
2.3 Caractéristiques des chefs des UPI

Parmi les 391 912 unités informelles, 90,6% sont détenues par des travailleurs indépendants, Les unités dirigées par des employeurs qui font appel à des salariés représentent 11,4% du total des unités de production informelles.

Les UPI dirigées par les employeurs et celles gérées par les indépendants présentent des caractéristiques différentes : pour les unités dirigées par des indépendants, presque les deux tiers se situent en milieu rural alors que pour celles détenues par les employeurs, cette proportion s'élève à plus de 75% en milieu urbain. Concernant le secteur d'activité, les unités dont le chef est indépendant, s'orientent plus vers le commerce (60%) alors que celles employant des salariés sont plus présentes dans le secteur de l'industrie, de fabrication des produits alimentaires, boissons et tabac, restauration et hébergement avec une part de 30,3% contre 9,7% pour les UPI détenues par des indépendants.

Il est à noter également que plus de deux tiers des travailleurs indépendants ne disposent pas d'un local fixe alors que 80,6% des UPI gérées par des employeurs travaillent dans des locaux fixes.

Graphique 2.1 : Répartition des UPI selon l'âge des UPI



Par ailleurs, les résultats de l'enquête montrent que 95,1% des UPI sont dirigées par des hommes, contre 4,9% dirigées par les femmes. Ces dernières sont quasi totalement absentes dans le BTP. Par contre, on les trouve massivement dans le secteur agro alimentaire et le commerce.

2.4 Ressources des UPI

Le Chiffre d’Affaires annuel (CA) du secteur informel est estimé à 32 226 780 000 FCFA au cours de l’exercice 2011, soit un chiffre d’affaire moyen par unité informelle de 82 230 FCFA

Cet agrégat économique a connu une évolution importante depuis 2003 où il n’était que de 50 355 FCFA ³. Comme indiqué dans le tableau 2.4, le chiffre d’affaire des UPI de la capitale N’Djamena représente environ 15% de l’ensemble des chiffres d’affaires. Les autres milieux urbains totalisent 27,5% contre 57,8% pour le milieu rural.

Tableau 2.4 : Diverses ressources des UPI par lieu de résidence

		N’Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	Tchad
Chiffre d’affaire au cours du dernier mois	Montant en milliers de FCFA	392 450	739 634	1 553 481	2 685 565
	Pourcentage	14,6	27,5	57,8	100
Total mensuel produits vendus après transformation	Montant en milliers de FCFA	25 823	47 208	502 505	575 535
	Pourcentage	4,5	8,2	87,3	100
Total mensuel produits vendus	Montant en milliers de FCFA	19 463	153 790	180 596	353 849
	Pourcentage	5,5	43,5	51,0	100
Total mensuel services fournis	Montant en milliers de FCFA	32 861	116 910	69 346	219 117
	Pourcentage	15,0	53,4	31,6	100
Total mensuel produits vendus en état	Montant en milliers de FCFA	13 638	130 023	130 025	273 686
	Pourcentage	5,0	47,5	47,5	100

Par secteur d’activité, 49% du CA du secteur informel provient des activités commerciales, 28% de l’industrie, 15 % des transports et autres services. Le secteur du BTP quant à lui participe très négligemment au CA global.

³ Ce sont les statistiques issues de l’Ecosit 2

Tableau 2.5 : Diverses ressources des UPI par branches d'activité en %

Branches d'activité	Montant du chiffre d'affaire au cours du dernier mois	Total mensuel produits vendus après transformation	Total mensuel produits vendus	Total mensuel services fournis	Total mensuel produits vendus en état
Activités extractives	1	0	0	0	0
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	28	7	0	22	0
Autres industries	2	78	3	5	0
Bâtiments et travaux publics	0	0	0	8	1
Commerce et réparation engins	49	13	89	41	93
Transport et entreposage	8	0	1	13	1
Hébergement et restauration	5	1	7	1	1
Autres services	7	0	0	9	4
Total	100	100	100	100	100

2.5 Investissement dans les UPI

L'ECOSIT3 s'est intéressée également à la collecte des données sur l'investissement réalisé par le secteur informel, c'est-à-dire, le capital productif acquis par les unités de production informelles pendant les douze derniers mois. L'investissement annuel total réalisé par le secteur informel s'est élevé à 10 518 344 566 FCFA.

La proportion des UPI ayant réalisé des investissements au cours de l'année est de 5,3%. L'investissement moyen s'élève à 26 839 FCFA par UPI, cette moyenne cache toutefois des disparités assez importantes selon l'âge des UPI.

Les unités informelles ayant moins d'une année participent à hauteur de 45% à l'investissement informel⁴ même si elles ne représentent que 3,7% de l'ensemble des UPI, celles qui ont moins de 3 ans réalisent 17,5% de cet investissement sachant qu'elles constituent 47% de l'ensemble des UPI. Les unités informelles les plus anciennes, c'est à dire celles qui ont une durée de vie qui dépasse 6 ans, représentent 40% de la totalité des UPI et ne participent à l'investissement qu'à raison de 37,5%.

Selon la taille de l'UPI, 40% de cet investissement sont réalisés par les unités à une seule personne et 45% sont réalisés par les unités employant deux ou trois personnes. Les unités

⁴ Ce qui est d'ailleurs logique car que celles-ci s'implantent pour la première fois

employant quatre personnes et plus contribuent à hauteur 15% à la totalité de l'investissement.

Globalement, les investissements sont faibles pour les UPI confirmant la précarité dans laquelle elles exercent leurs activités.

2.6 Charges des UPI

Les charges des UPI par ordre d'importance sont les achats des produits (55% de l'ensemble), les achats des matières premières (27%), les salaires (14%).

Tableau 2.6 : Diverses charges des UPI par lieu de résidence (millier de FCFA)

Diverses charges	Lieu de résidence			Total
	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu rural	
Charges des rémunérations	61 314 878	41 643 158	238 303 723	341 261 758
Charges des primes et avantages	3 945 585	3 988 517	6 587 544	14 521 646
Charges des matières premières	117 239 900	96 703 667	428 957 199	642 900 766
Charges des coûts d'achat des produits	87 480 088	302 065 075	931 169 733	1 320 714 896
Charges de loyer	3 622 104	5 730 642	2 136 302	11 489 048
Charges d'électricité	94 194	284 489	355 474	734 157
Charges de téléphone, internet	1 116 976	364 012	762 342	2 243 329
Charges de combustibles, carburant	4 118 371	5 030 183	22 816 550	31 965 104
Charges de petit outillage et fournitures	779 972	3 062 505	2 292 826	6 135 303
Charges de transport, manutention, assurances	11 390 511	3 033 363	28 050 544	42 474 418
Charges de réparations	919 759	2 367 695	4 828 267	8 115 721

CHAPITRE 3: LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT

Le conflit non déclaré entre le formel et l'informel handicape normalement le développement du tissu économique au Tchad. L'Etat et les opérateurs informels n'arrivent pas à être sur le même diapason par rapport à la politique de l'intégration du secteur informel dans le formel. Cette situation ne favorise guère la relation entre le secteur informel et l'Etat. Ce dernier se retrouve dans une contradiction entre le souci de ne pas compromettre les équilibres sociaux et économiques très fragiles et l'imposition des règles à un domaine qui lui est difficile à maîtriser.

Il convient avant tout de faire un état des lieux du cadre juridique et fiscal mis en place pour réglementer ce secteur ainsi que les modes de règlement des litiges pouvant exister entre l'Etat et les acteurs du secteur informel. Il serait enfin question des mesures incitatives instaurées pour favoriser la formalisation progressive des activités développées dans ce secteur.

3.1 La déclaration d'activité

D'après la définition opérationnelle du secteur informel retenue par AFRISTAT, constitue une activité informelle, « toute activité, non enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité écrite formelle, exercée à titre d'emploi principal ou secondaire, par une personne en tant que patron ou à son propre compte. Cette personne est alors considérée comme Chef d'unité de production informelle » (BIT/SCN – 1993). Cette définition insiste sur les critères fondamentaux de non enregistrement et de non tenue de comptabilité écrite formelle.

L'enregistrement peut se référer à l'inscription prévue par la réglementation industrielle ou commerciale, les lois fiscales ou de sécurité sociale, par la réglementation des groupes professionnels, ou par des textes semblables, des lois ou des règlements établis par les instances législatives nationales.

Les résultats du tableau 3.1 montrent que la plupart des UPI ne sont pas enregistrées. En effet, quel que soit le type de registre, le taux de non enregistrement des UPI s'élève à environ 98%. On constate aussi que, quels que soient le milieu de résidence et le secteur d'activité des UPI, le taux d'enregistrement dans les différents types de registre est trop faible.

Tableau 3.1 : Taux de non enregistrement selon le secteur d'activités et le milieu de résidence

	Numéro de contribuable	Registre de commerce	Carte professionnelle	CNPS
Secteur activité				
Industrie	98,9	98,6	99,0	99,1
Commerce	96,9	96,7	97,0	98,3
Services	98,1	98,3	96,9	97,8
Milieu de résidence				
Urbain	95,3	95,1	96,4	97,8
Rural	98,8	98,7	98,0	98,6
Ensemble	97,9	97,8	97,6	98,4

Le tableau 3.2 donne les raisons du non enregistrement des UPI selon le registre. On note que quel que soit le type de registre considéré, plus de la moitié (51,6%) des UPI non enregistrées ne savent pas s'il faut s'inscrire auprès d'une institution avant d'exercer une activité. D'autres estiment soit que le coût relatif à l'enregistrement est trop cher (16,9%), soit que l'inscription n'est pas obligatoire (16,1%). Les résultats de l'enquête montrent ainsi que les principales raisons du non enregistrement sont l'ignorance de la réglementation ou la méconnaissance des obligations juridiques.

Ces résultats prouvent l'existence d'une carence de l'administration publique notamment l'administration fiscale. Elle se manifeste sans doute par un déficit de communication et d'information d'une part et d'autre part par la complexité du système fiscal.

Les pouvoirs publics doivent ainsi définir et développer des centres de renseignements fiscaux, pour améliorer l'information des UPI en matière d'enregistrement et pour alléger les procédures d'enregistrement.

Tableau 3.2 : Raisons du non enregistrement des Unités de Production Informelles (%)

	Démarches trop compliquées	Trop cher	En cours d'inscription	Non obligatoire	Ne sait pas s'il faut s'inscrire	Ne veut pas collaborer avec l'Etat	Autre	Total
Numéro de contribuable	5,6	23,4	0,5	13,5	48,3	2,8	6,0	100
Registre de commerce	4,1	23,5	0,6	14,7	47,6	3,5	6,0	100
Carte professionnelle	4,8	10,6	0,8	18,0	55,3	3,9	6,6	100
CNPS	5,2	10,2	0,5	18,2	55,1	3,9	6,9	100
Ensemble	4,9	16,9	0,6	16,1	51,6	3,5	6,4	100

3.2 Les litiges avec l'Etat

Les litiges sont exclusivement, les problèmes que les promoteurs des UPI ont eu, au cours de l'exercice de leurs activités informelles avec les représentants des autorités publiques notamment le fisc, la municipalité ou les services d'hygiène.

Concernant ces litiges le tableau 3.3 ci-dessous montre que 89,6% des UPI ont déclaré avoir eu des problèmes avec l'administration publique. Le mode de règlement le plus courant est le paiement d'une amende avec reçu qui représente 47%. Les UPI qui ont réglé leur litige par le paiement d'un cadeau représentent environ 39%. Ce taux met en exergue le phénomène de la corruption. Selon les secteurs d'activité, les UPI exerçant dans l'industrie et les services ont tendance à régler davantage leurs litiges par le paiement d'une amende avec reçu (61,5% et 56,5% respectivement) tandis que celles exerçant dans le commerce préfèrent plus le versement d'un cadeau (51,7%). Toutefois, les montants moyens des amendes et des cadeaux payés par les UPI pour le règlement de ces litiges semblent très négligeables (1 627 FCFA pour les amendes et 1 382 FCA pour les cadeaux). Il serait préférable de rapporter ces montants à la valeur ajoutée sauf qu'il était difficile d'évaluer cette valeur ajoutée par manque d'information fiable des recettes et charges de ces UPI.

Les UPI qui sont dans le secteur du commerce et celui de l'industrie sont celles qui ont déclaré avoir le plus de problème avec les agents de l'Etat (respectivement 40% et 37,9%). Le montant versé par le secteur de l'industrie pour le paiement d'un cadeau ou d'une amende avec reçu est largement au dessus de la moyenne nationale (respectivement 3270 FCFA et 3224 FCFA).

Il n'apparaît pas aussi une grande disparité entre les zones urbaines et rurales. Au total, 41,7% des UPI qui ont connu des litiges avec l'Etat sont dans la zone urbaine contre 58,3% en milieu rural. De même les montants déboursés dans le milieu rural pour le règlement des litiges sont supérieurs à ceux déboursés dans le milieu urbain.

Tableau 3.3 : Mode de règlement des litiges avec l'Etat par secteur d'activités et le milieu de résidence

Tableau 5.5 : Mode de règlement des litiges avec l'Etat par secteur d'activités et le milieu de résidence							
	Proportion (%) d'UPI ayant un problème avec l'Etat	Mode de règlement de litiges de l'Etat (%)			Total	Montant moyen des cadeaux payés(en FCFA)	Montant moyen des amendes payées (en FCFA)
		Paiement d'une amende avec reçu	Versement d'un cadeau	Autre			
Secteur d'activité							
Industrie	37,9	61,5	37,4	1,1	100	3270	3224
Commerce	40	28,1	51,7	20,2	100	989	985
Services	22	56,5	16,7	26,7	100	407	831
Milieu de résidence							
Urbain	41,7	39,5	43,8	16,8	100	1223	1291
Rural	58,3	52,4	35,3	12,3	100	1591	1914
Ensemble	89,6	47	38,9	14,2	100	1382	1627

Les résultats du tableau 3.4 montrent aussi qu'en général et quel que soit le milieu de résidence, plus de 50% des UPI qui ont des problèmes avec les impôts et la patente ont payé une amende avec reçu. Pour les problèmes liés au local, plus de 71% des UPI du milieu rural ont déclaré payer une amende avec reçu pour le règlement tandis que plus 52% des UPI dans le milieu urbain ont réglé ce genre de litige en versant des cadeaux. Le versement de cadeaux est aussi le mode de règlement le plus fréquent pour les problèmes liés aux produits utilisés quel que soit le milieu de résidence.

Tableau 3.4 : Types et mode de règlement des litiges avec l'Etat par milieu de résidence

Milieu de résidence	Mode de règlement des litiges			Total
	Paiement d'une amende avec reçu	Versement d'un cadeau	Autre	
Urbain				
Lié au local	29,8	52,6	17,5	100
Avec les impôts et la patente	50,7	35,5	13,7	100
Avec les produits utilisés	26,3	55,8	17,9	100
Autre	40,2	42,8	17,0	100
Ensemble urbain	40,8	43,6	15,6	100
Rural				
Lié au local	71,5	28,5	0,0	100
Avec les impôts et la patente	55,4	36,7	7,8	100
Avec les produits utilisés	30,8	37,3	31,9	100
Autre	17,8	9,2	73,0	100
Ensemble rural	53,8	33,3	12,9	100
Tchad				
Lié au local	47,7	42,3	10,0	100
Avec les impôts et la patente	53,7	36,3	10,0	100
Avec les produits utilisés	29,3	43,6	27,2	100
Autre	26,5	22,1	51,4	100
Ensemble Tchad	48,4	37,6	14,0	100

Concernant leur avis sur leur intégration dans les circuits officiels, 48% des chefs d'UPI seraient prêts à payer les impôts sur leurs activités contre 47,4% qui estiment ne pas l'être. On enregistre seulement 4,5% des UPI qui payent déjà les impôts. Ce taux est plus faible mais logique puisque comme constaté ci-haut, le taux d'enregistrement dans les différents types de registres de l'Etat était presque insignifiant. Par rapport à l'enregistrement de leurs activités, plus de 37% des chefs d'UPI ont déclaré ne pas être prêts à se faire enregistrer contre 26,3% qui seraient prêts à le faire. L'examen du tableau à travers le secteur d'activité fait ressortir que 56,7% des chefs d'UPI qui exercent dans l'industrie ne sont pas prêts à payer des impôts et une grande partie d'entre eux (42,8%) n'est pas prêt à se faire enregistrer. Par contre, dans les secteurs de commerce et des services la majorité (respectivement 52,1% et 50,0%) est prête à payer des impôts sur leurs activités. Quant à l'enregistrement de l'UPI auprès de l'administration, environ 32% de chefs d'UPI dans chacun de ces deux secteurs ne se prononcent pas sur le sujet.

Dans le milieu urbain, plus de la moitié (52,2%) des chefs d'UPI sont prêts à payer des impôts sur leurs activités tandis que près de la moitié dans le milieu rural (49,6%) n'est pas prêts à le faire. Toutefois, quelque soit le milieu de résidence très peu ont l'intention d'enregistrer leur UPI auprès de l'administration. Ils sont 29,8% en milieu urbain et 25% en milieu rural.

Tableau 3.5: Situation des UPI par rapport à l'enregistrement par secteur d'activité et le milieu de résidence (%)

	Est prêt à payer des impôts sur l'activité de l'UPI				Est prêt à enregistrer l'unité de production auprès de l'Administration				
	je paye déjà	oui	non	Total	oui	non	ne sait pas	l'UPI déjà enregistrée	Total
Secteur d'activités									
Industrie	1,9	41,3	56,7	100	23,8	42,8	31,9	1,5	100
Commerce	6,3	52,1	41,7	100	27,4	33,4	32,8	6,4	100
Services	5,0	50,0	45,0	100	27,5	37,2	31,3	4,0	100
Milieu de résidence									
Urbain	6,4	52,2	41,3	100	29,8	39,9	24,1	6,2	100
Rural	3,8	46,5	49,6	100	25,0	36,6	35,0	3,4	100
Ensemble	4,5	48,0	47,4	100	26,3	37,5	32,1	4,1	100

3.3 Formaliser le secteur informel ?

La formalisation du secteur informel est examinée sous plusieurs aspects, notamment en évaluant d'abord les dispositions des UPI à intégrer les circuits publics officiels, en caractérisant ensuite les principaux facteurs de blocage des opérateurs informels et enfin en identifiant leurs attentes par rapport aux interventions publiques.

3.3.1 Intégration dans les circuits officiels

Pour l'intégration dans les circuits officiels 26,3% sont prêts à enregistrer auprès de l'administration tandis que 48% sont prêts à payer les impôts sur les activités. La répartition des UPI par branche d'activité dans les circuits formels (tableau 3.6) révèle que 39,2% des chefs d'UPI de la branche « Commerce et réparation engins » déclarent être prêts à s'enregistrer auprès de l'administration et 39,6% sont prêts à payer des impôts sur l'activité. Ce taux serait sans doute influencé par leur proportion dans l'échantillon. Les taux d'intégration dans les circuits formels les plus bas concernent les UPI qui sont dans les branches des activités extractives, des bâtiments et travaux publics, du transport et de l'entreposage.

Tableau 3.6 : Intégration dans les circuits formels par branche d'activités de l'UPI (%)

Branche d'activité	Prêt à enregistrer son UPI auprès de l'administration	Prêt à payer les impôts sur l'activité
Activités extractives	0,4	0,4
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	17,1	18,5
Autres industries	8,7	7,9
Bâtiments et travaux publics	2,8	1,2
Commerce et réparation engins	39,2	39,6
Transport et entreposage	2,2	2,0
Hébergement et restauration	11,9	13,7
Autres services	17,8	16,7
Ensemble	26,3	48,0

3.3.2 Les facteurs de blocage

Pour mieux cerner les principaux facteurs qui bloquent l'intégration des UPI dans le circuit formel, il a été demandé aux chefs des UPI pendant l'enquête, s'ils ont eu à faire des démarches pour obtenir une carte de contribuable. Si c'est le cas, et que la démarche est restée sans succès, l'enquête a cherché à savoir les principales raisons de non aboutissement.

Parmi les raisons évoquées par les chefs d'UPI, la lenteur des procédures administratives constitue plus de 52,3% des raisons de non aboutissement d'enregistrement pour l'obtention d'une carte de contribuable. La seconde raison concerne la complexité des démarches administratives (30,6%) et la corruption est aussi évoquée comme raison principale de frein à l'enregistrement (17,2%).

Au niveau du milieu de résidence, la raison principale dans la zone urbaine est la complexité des démarches administratives (53,2%) tandis que dans la zone rurale c'est la lenteur administrative qui est la raison principale de l'échec de l'enregistrement pour l'obtention de la carte de contribuable (60,6%). Des actions doivent être menées pour améliorer les services à l'usager surtout dans les zones rurales. Ces actions peuvent être des structures opérationnelles des services publics en charge de l'enregistrement dans les différents types de registre pouvant fonctionner de façon permanente et par type de contribuables.

Tableau 3.7 : Raison de l'échec de l'enregistrement selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Raison de non aboutissement			Total
	Démarches trop complexes	Lenteur administrative	Trop de corruption	
Urbain	53,2	33,9	12,9	100
Rural	20,3	60,6	19,1	100
Ensemble	30,6	52,3	17,2	100

3.3.3 Principaux intérêts d'enregistrement

L'enquête a cherché aussi à savoir le principal avantage dont bénéficierait l'UPI, si elle venait à se faire enregistrer à travers la possession d'un numéro de contribuable. Plus de 37%

de promoteurs d'UPI estiment qu'ils n'ont aucun intérêt à se faire enregistrer pour l'obtention d'une carte de contribuable. Par contre, plus de 36% d'entre eux pensent que l'obtention d'une carte de contribuable leur permettra d'avoir accès au crédit pour le financement de leurs activités.

Quel que soit leur secteur d'activité, la majorité des UPI pensent que l'enregistrement leur permettra soit d'avoir accès au crédit, soit il n'y a aucun intérêt à le faire. Le constat est le même tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Tableau 3.8 : Principale raison de se faire enregistrer par secteur d'activités, milieu de résidence

	Principal intérêt d'enregistrement						Total
	Accès au crédit	Accès au meilleur emplacement sur le marché	Vente des produits aux grandes sociétés	Publicité	Autre	Aucun intérêt	
Secteur activité							
Industrie	35,9	8,6	6,5	1,2	9,0	38,8	100
Commerce	37,6	14,7	5,6	1,2	6,1	34,7	100
Services	36,8	11,2	3,6	0,7	8,0	39,8	100
Milieu de résidence							
Urbain	31,9	16,4	7,0	1,7	6,0	37,1	100
Rural	38,6	10,0	4,7	0,8	8,2	37,7	100
Ensemble	36,8	11,7	5,3	1,1	7,6	37,6	100

3.3.4 Instauration d'un impôt unique

Quant à la mise en place d'un impôt unique, 38,5% des promoteurs d'UPI sont favorables à son instauration. Toutefois, ceux qui y sont favorables semblent s'accorder sur une périodicité annuelle (61,7%). Selon les branches d'activité, la totalité des UPI de la branche « activités extractives » est favorable pour payer un impôt unique par an. En milieu urbain, 43,1% des chefs d'UPI ont déclaré être prêts à payer l'impôt unique et plus de 48% parmi ceux-ci optent pour une fréquence annuelle de paiement. Le taux de ceux qui sont prêts à payer un impôt unique dans le milieu rural est de 36,8% et plus de 67% d'entre eux sont favorables à une fréquence annuelle de paiement de cet impôt.

L'examen de ces résultats montre que la périodicité idéale pour les promoteurs d'UPI qui sont prêts à payer un impôt unique est l'année.

Tableau 3.9 : Instauration d'un impôt unique par branche d'activité et milieu de résidence (en %)

	% de ceux qui sont prêts à payer un impôt unique	Fréquence de paie d'impôt souhaitée					Total
		Jour	Sema ine	Mois	Trim estre	An	
Branche activité Informelle							
Activités extractives	18,8	0,0	0,0	0,0	0,0	100	100
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	27,4	3,2	12,7	17,1	6,0	60,9	100
Autres industries	42,8	0,8	0,3	26,0	18,0	54,9	100
Bâtiments et travaux publics	18,1	10,2	0,0	11,6	14,1	64,1	100
Commerce et réparation engins	42,8	4,4	9,8	21,0	7,0	57,8	100
Transport et entreposage	45,6	3,6	2,0	23,2	13,4	57,7	100
Hébergement et restauration	34,2	8,5	10,8	11,9	3,4	65,3	100
Autres services	49,0	4,1	1,9	14,4	3,7	75,8	100
Milieu de résidence							
Urbain	43,1	8,1	3,0	29,5	11,2	48,2	100
Rural	36,8	3,1	9,9	13,8	5,9	67,3	100
Ensemble	38,5	4,6	7,9	18,4	7,5	61,7	100

3.3.5 Destination et utilisation de l'impôt

Par rapport à la gestion des impôts, plus exactement, au choix de l'organe le mieux à même de gérer les impôts versés par l'ensemble des promoteurs, les opinions sont partagées. A peu près un tiers des promoteurs préfèrent que la collecte des recettes fiscales incombe à l'administration centrale, un autre tiers préfère la commune et le reste ne s'y prononce pas. Toutefois, selon les branches d'activités, les UPI de la branche d'activité extractive ne souhaitent pas du tout confier la gestion de l'impôt à l'administration centrale.

En ce qui concerne les interventions attendues des pouvoirs publics, relatives à l'utilisation des ressources fiscales, trois principaux domaines ont été recommandés par les promoteurs d'UPI (tableau 3.10). Pour environ 55% de ces promoteurs, les ressources fiscales doivent principalement être affectées aux secteurs sociaux de base à savoir l'éducation et la santé, et, pour 20% d'entre eux, ces ressources doivent servir à l'amélioration des infrastructures (routes, marchés, etc.) et 11,9% pour alimenter la constitution d'un fonds d'appui aux micro-entreprises.

Ces propositions cadrent bien avec la politique mise en œuvre par les autorités pour la réduction de la pauvreté. Il revient aux autorités de mieux orienter les ressources pour bien répondre aux attentes des promoteurs du secteur informel. La construction des routes et des marchés par exemple constitue des réalisations qui amélioreraient sans doute le climat des affaires des promoteurs du secteur informel et les inciterait à avoir une collaboration franche et active avec la commune et les administrations fiscales.

Tableau 3.10 : Destination et utilisation de l'impôt unique selon la branche d'activités et le milieu de résidence (%)

Résidence (%)	Institution de collecte d'impôt souhaitée			Total	Domaine d'utilisation d'impôt collectée souhaité						Total
	Administ ration centrale	Comm une	Ne sait pas		Educat ion, santé	Infrastruc ture (route, marché, etc.)	Fonctionne ment (fourniture de bureau, entretien	Salaire des fonctionnair es	Alimentati on du fond d'appui aux micro- entreprises	Autr e	
Branche activité Informelle											
Activités extractives	0,0	59,3	40,7	100	15,5	67,6	15,5	0,0	1,3	0,0	100
Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabac	31,9	30,2	38,0	100	57,2	18,8	0,6	4,1	12,2	7,1	100
Autres industries	42,6	25,3	32,1	100	58,5	13,0	0,2	7,7	16,3	4,3	100
Bâtiments et travaux publics	39,7	39,2	21,0	100	48,4	36,5	0,0	3,0	12,1	0,0	100
Commerce et réparation engins	28,8	37,2	34,0	100	52,2	24,2	0,9	4,1	11,0	7,7	100
Transport et entreposage	40,4	43,7	15,9	100	59,6	26,7	0,7	5,5	6,3	1,2	100
Hébergement et restauration	25,8	39,7	34,5	100	57,2	14,9	1,0	5,7	13,2	8,2	100
Autres services	43,8	28,1	28,1	100	57,1	15,9	0,9	8,8	11,9	5,4	100
Milieu de résidence											
Urbain	31,5	46,4	22,1	100	48,8	26,8	0,8	6,8	12,9	3,9	100
Rural	32,6	30,2	37,2	100	57,4	17,5	0,8	4,9	11,5	7,9	100
Ensemble	32,3	34,4	33,2	100	55,1	20,0	0,8	5,4	11,9	6,9	100

CHAPITRE 4: PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Le thème du dernier chapitre du rapport portant sur le secteur informel, beaucoup plus qualitatif, cherche à identifier les problèmes rencontrés par le chef de l'Unité de Production Informelle (UPI) ainsi que les perspectives d'avenir envisagées. Il examine trois points essentiels : les problèmes rencontrés par le secteur informel, les aides souhaitées et les perspectives d'avenir. Mais avant d'aborder ces points, une analyse préalable du mode d'insertion des actifs dans l'informel et les stratégies mises en place pour se procurer le maximum de profit sera faite.

4.1 Mode d'insertion des actifs dans le secteur informel

4.1.1 Les raisons du choix de l'activité dans le secteur informel

Une question relative aux raisons du choix d'exercer dans le secteur informel a été posée aux promoteurs d'UPI identifiés au moment de l'enquête. Pour un menuisier par exemple, on pose la question suivante : « *Quelle est la principale raison qui vous a fait choisir la menuiserie ?* ». En cas d'hésitation entre plusieurs réponses, on amène le responsable de l'unité à identifier celle qui paraît la plus fondamentale. L'exploitation des réponses obtenues conduit aux résultats consignés dans le tableau 4.1.

La principale raison qui a guidé la plus grande partie des actifs tchadiens à s'orienter vers le secteur informel est la connaissance du métier. En plus de ce motif qui a guidé plus de 45% des actifs, la recherche d'un meilleur profit des promoteurs d'UPI et la tradition familiale ont motivé respectivement 17,7% et 15% des entrepreneurs informels. 13,9% des responsables d'UPI ont avancé des raisons autres que la tradition familiale, la connaissance du métier, la recherche d'un meilleur profit et l'assurance de recettes plus stables.

Le tableau 4.1 montre que la tradition familiale est à la base du choix d'exercice dans les activités extractives (77,9%) et dans une moindre mesure dans les industries autres que la fabrication des aliments, boissons et tabacs (37,8%). Cependant, dans la plupart des branches d'activités c'est la connaissance du métier qui est à l'origine du choix de l'activité dans le secteur informel, notamment au niveau des Bâtiments et Travaux Publics (69,1%), des autres services (55,6%), de l'hébergement et restauration (54,6%), du commerce et réparations d'engins (42,4%) ainsi que dans la branche ayant trait à la fabrication des aliments, des boissons et du tabac (41,5%). Quand au transport et entreposage, c'est la recherche d'un meilleur profit (38,4%) qui a orienté la plupart des actifs de la branche. Certains actifs ont choisi de travailler dans le secteur informel à cause de l'assurance de recettes plus stables. C'est le cas de 22,6% des promoteurs d'UPI de la branche d'activité BTP, 9,6% d'actifs du commerce et réparation d'engins, 8,9% des chefs d'UPI s'occupant de la fabrication des aliments, boissons et tabac, etc. cette raison n'est évoquée par aucun promoteur de la branche activités extractives.

Tableau 4.1 : Les raisons du choix de l'activité dans le secteur informel (en %) suivant la branche d'activité

Raison du choix	Branche d'activités								Ensemble
	Activités extractives	Fabrication aliments, boissons et tabac	Autres industries	Bâtiments et travaux publics	Commerce et réparation engins	Transport et entreposage	Hébergement et restauration	Autres services	
Tradition familiale	77,9	18,9	37,8	2,2	8,5	1,8	16,5	10,1	15,0
Connaissance du métier	3,3	41,5	37,1	69,1	42,4	23,9	54,6	55,6	45,3
Recherche d'un meilleur profit	18,8	12,7	6,6	1,1	24,9	38,4	16,5	13,4	17,7
L'assurance de recettes plus stables	0,0	8,9	5,9	22,6	9,6	8,7	3,7	8,5	8,1
Autre	0,0	18,0	12,7	5,1	14,5	27,2	8,8	12,5	13,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Selon le secteur d'activité (tableau 4.2 ci-dessous), 41% d'insertion dans l'industrie s'expliquent par la maîtrise du métier ; cette proportion s'élève à 53,2% dans les services, alors que dans le commerce, en plus de cela (42,4%), la recherche du gain détermine pour 24,9% des promoteurs d'UPI. L'assurance de recettes plus stables a orienté plus de 5% de promoteurs à exercer leur activité dans le secteur informel quel que soit le secteur d'activité choisi.

Tableau 4.2 : Les raisons du choix de l'activité dans le secteur informel (en %) suivant le secteur d'activité

Raison du choix	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Tradition familiale	24,1	8,5	13,1	15,0
Connaissance du métier	41,0	42,4	53,2	45,3
Recherche d'un meilleur profit	10,6	24,9	16,5	17,7
L'assurance de recettes plus stables	8,6	9,6	5,8	8,1
Autre	15,7	14,5	11,3	13,9
Total	100	100	100	100

4.1.2. Mode de fixation du volume d'activités

Le mode de fixation du niveau d'activité de l'UPI permet de savoir les principaux déterminants de sa production.

La majorité des producteurs informels fixent le volume de leur activité en fonction de leur propre analyse de la conjoncture et des moyens disponibles, 60,3% en fonction de la capacité de production, 22,6% au vu de la demande prévue et 12,9% en fonction des commandes fermes. Selon le secteur d'activité, la tendance est toujours en fonction de la capacité de production pour la fixation du niveau des activités, cependant on observe que cette stratégie est déterminante pour les UPI exerçant dans le secteur de l'industrie (68,3%).

Tableau 4.3 : Mode de fixation du niveau des activités selon le secteur d'activité (en %)

Mode de fixation	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
En fonction des commandes fermes passées	8,9	15,3	14,2	12,9
D'après la demande prévue	20,5	22,7	24,6	22,6
En fonction de la capacité de production	68,3	57,0	56,0	60,3
Autre	2,4	5,0	5,2	4,2
Total	100	100	100	100

4.1.3 Mode d'approche des clients

Il est question ici d'identifier le comportement qui est le plus fréquemment adopté par l'UPI ; cela permet de savoir l'effort que l'unité réalise pour l'écoulement de ses produits ou l'offre de ses services.

En général, dans le secteur informel il y a peu de stratégies d'approche des UPI. L'approche des clients se fait de manière passive⁵ pour 71,0% des cas des UPI. La recherche active (prospection des clients, se faire connaître) concerne 27,9% des UPI. On ne note pas une différence significative dans les stratégies d'approche de la clientèle selon le secteur et la branche d'activité.

Tableau 4.4 : Mode d'approche des clients selon le secteur d'activité (en %)

Mode d'approche	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Vous attendez qu'ils se présentent	66,5	72,2	74,0	71,0
Vous cherchez à vous faire connaître	24,3	21,2	16,4	20,7
Vous prospectez vos clients	7,1	5,4	9,2	7,2
Autre	2,1	1,1	0,4	1,2
Total	100	100	100	100

4.2. Difficultés rencontrées dans le Secteur Informel

4.2.1. Difficultés liées à l'exercice de l'activité

⁵ Attendre que le client se présente

L'examen des propos des promoteurs d'UPI indique que 86,4% des chefs d'unités de production informelles ont rencontré des difficultés dans l'exercice de leur activité. Ce résultat montre avant tout que les chefs d'UPI exercent leur activité dans des conditions difficiles, toutefois ils sont obligés de continuer pour survivre.

Ces difficultés sont avant tout liées aux difficultés d'accès au crédit (citées par 46,3% des promoteurs) et ensuite au problème d'écoulement de la production, contraint à la fois du côté de l'offre ("excès de concurrence") et de la demande ("manque de clientèle"). En effet, 38,3% des unités informelles ont des problèmes de débouchés, 38,8% souffrent d'une concurrence excessive.

Le problème d'approvisionnement en matières premières se pose avec plus d'acuité dans le secteur de l'industrie (54,1%), et c'est aussi dans ce secteur que le problème d'accès au crédit est beaucoup plus cité par les promoteurs d'UPI.

Tableau 4.5 : Proportion des UPI éprouvant les principales difficultés rencontrées dans les différents domaines selon le secteur d'activité (en %)

Difficultés dans le domaine	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Approvisionnement en matières premières (qualité ou quantité)	54,1	28,8	32,8	38,1
Écoulement de la production (manque de clientèle)	42,1	38,2	34,4	38,3
Écoulement de la production (trop de concurrence)	36,5	42,6	36,8	38,8
Trésorerie (difficultés d'accès au crédit)	47,6	46,5	44,8	46,3
Recrutement de personnel qualifié	11,6	11,4	11,5	11,5
Manque de place, de local adapté	20,7	31,9	24,0	25,8
Manque de machines, d'équipements	31,9	22,8	27,1	27,0
Difficultés techniques de fabrication	19,1	13,6	21,4	17,8
Difficultés d'organisation, de gestion	27,9	27,0	24,5	26,5
Trop de réglementations, d'impôts et de taxes	13,0	17,9	12,3	14,6
Autre	5,8	6,7	8,8	7,1

4.2.2. Difficultés liées à l'existence de l'UPI

La plus grande difficulté rencontrée par les promoteurs d'UPI est le manque de main d'œuvre qualifiée ou non. Les problèmes liés à la gestion de la main-d'œuvre semblent être récurrents dans le secteur informel. Globalement, plus de 35% (tableau 4.6) des UPI ont déclaré avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel et surtout de la main d'œuvre qualifiée (19,5% des cas).

Le problème de salaires trop élevés n'est soulevé que par moins de 3% des promoteurs d'UPI. Il est surtout plus ressenti en milieu urbain et dans la branche des bâtiments et travaux publics (10,2%) alors qu'en milieu rural c'est plutôt dans la branche commerce et réparation engins (16,3%) que ce problème se pose.

L'instabilité des employés et le problème de discipline ou de manque de sérieux-problèmes pouvant perturber le fonctionnement normal des établissements- sont cités par beaucoup de promoteurs d'UPI comme difficultés fréquemment rencontrées dans l'exercice de leurs

activités. Ces griefs sont formulés par au moins un entrepreneur informel sur cinq.

Les promoteurs d'UPI n'accordent généralement pas beaucoup d'importance à l'origine des employés qu'ils recrutent : 2 chefs d'établissement interrogés sur 5 pensent qu'ils peuvent recruter n'importe qui s'il faut faire appel à de nouveaux salariés dans leur établissement. Tout de même, le Tchad n'échappe pas à la règle implicite selon laquelle la gestion consensuelle du travail dans le secteur informel s'explique par les liens sociaux très puissants (familiaux, ethniques, etc.) qui lient employeurs et employés. Ainsi, s'ils devaient embaucher de la main d'œuvre, 33,1% des chefs d'établissements recruteraient un membre de la famille ou une personne recommandée.

Tableau 4.6 : Proportion des UPI éprouvant les principales difficultés rencontrées sur la main d'œuvre selon le secteur d'activité (en %)

Difficultés du type	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Manque de main d'œuvre qualifiée	13,7	16,1	28,1	19,5
Manque de main d'œuvre	21,0	8,3	16,4	15,7
Instabilité des employés	13,0	5,9	10,6	10,5
Salaires trop élevés	0,5	8,3	0,3	2,6
Problèmes avec les syndicats	,20	13,3	3,4	5,1
Problèmes de discipline ou de manque de sérieux	7,1	18,6	5,6	10,0
Autre	9,7	0,3	0,7	3,7

Les risques de disparition de l'établissement sont cités à divers degrés par les promoteurs. Le plus grand risque exprimé par les chefs d'UPI est le manque de clientèle (affirmation de 32,3% de promoteurs) comme le montre le tableau 4.7. Quel que soit le secteur d'activité, plus de 28% des UPI se plaignent des problèmes de débouchés. Ce qui doit susciter de grandes interrogations par rapport à l'efficacité d'une politique plus active de crédit au secteur informel, dans la mesure où les UPI viendraient buter sur la contrainte de débouchés.

Le manque de liquidités est considéré par 13,1% des promoteurs comme source de risque de disparition de leurs unités. Si le manque de liquidité est une cause de disparition possible des UPI, il constitue surtout un frein à leur développement et affecte fortement les conditions de production dans le secteur informel. Plus que le problème de liquidités, la difficulté qui risque de faire disparaître les établissements du secteur informel après le problème de débouchés est le manque de matières premières ou marchandises. Globalement, plus d'un quart des UPI a des problèmes d'approvisionnement en matières premières ou marchandises (26,4%) et environ 29% des UPI évoquent le manque de clientèle.

La concurrence est plus ressentie comme un risque pour les unités du secteur de commerce que celles des autres secteurs (elle est ressentie par 15,9% des UPI du commerce contre 9% du secteur de l'industrie et 9,8%). Toutefois, 10,1% des chefs d'UPI estiment que leur unité de production ne court aucun risque de disparition.

Tableau 4.7 : Principales difficultés qui risquent de faire disparaître l'établissement selon le secteur d'activité (en %)

Difficulté qui risque de faire disparaître l'établissement	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Manque de matières premières/Marchandises	26,4	13,1	14,7	17,3
Manque de clientèle	28,7	35,5	31,6	32,3
Trop de concurrence	9,0	15,9	9,8	12,0
Manque de liquidités	14,1	12,0	13,4	13,1
Manque de personnel qualifié	0,8	0,4	0,2	0,5
Manque de place, de locaux	0,7	3,1	2,2	2,1
Manque de machines, d'équipements	2,3	0,1	7,9	3,4
Problèmes techniques de fabrication	0,2	0,0	0,2	0,1
Problèmes d'organisation, de gestion	3,4	4,4	3,8	3,9
Trop de réglementations, d'impôts et de taxes	0,9	2,5	1,5	1,8
Autre	4,0	4,0	2,9	3,5
Pas de risque de disparition	9,6	8,9	11,8	10,1
Total	100	100	100	100

4.2.3. Difficultés de développement de l'activité

L'analyse des difficultés qui empêchent de développer l'activité selon le secteur d'activité montre clairement que globalement c'est le manque de liquidités qui est le principal frein à l'évolution des UPI (26,5% des chefs l'ont soulevé). Quel que soit le secteur d'activité c'est le goulot d'étranglement constaté. A part les soucis pécuniaires, les chefs d'UPI se sont plaints principalement à propos du manque de clientèle (23%). C'est aussi la principale difficulté qui empêche le développement des établissements relevant des secteurs de commerce et de services alors que dans le secteur de l'industrie, c'est le manque de matières premières qui vient en tête après le problème de finances suivie du manque de débouchés. Après ces trois problèmes, c'est la concurrence qui inquiète le plus les promoteurs des UPI.

Tableau 4.8 : Principales difficultés qui empêchent de développer l'activité selon le secteur d'activité (en %)

Difficulté qui empêche le développement de l'établissement	Secteur d'activités			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	
Manque de matières premières	19,1	12,8	15,3	15,6
Manque de clientèle	18,5	20,8	28,6	23,0
Trop de concurrence	8,8	18,1	7,7	11,9
Manque de liquidités	33,0	26,0	22,0	26,5
Manque de personnel qualifié	1,0	0,2	0,4	0,5
Manque de place, de locaux	1,9	5,7	3,1	3,9
Manque de machines, d'équipements	2,4	0,2	7,3	3,2
Problèmes techniques de fabrication	1,3	0,0	0,9	0,8
Problèmes d'organisation, de gestion	3,1	4,7	4,7	4,2
Trop de réglementations, d'impôts et de taxes	0,8	2,7	1,3	1,7
Autre	7,9	5,4	2,3	5,0
Pas de problème	2,1	3,3	6,4	3,8
Total	100	100	100	100

4.3. Les aides souhaitées par les opérateurs du secteur informel

L'environnement macro-économique qui pèse très lourdement sur les performances des unités de production informelles, conduit les chefs d'UPI à émettre massivement le souhait d'être appuyés. Conséquence directe de leurs contraintes de trésorerie, l'accès au crédit (66,6%) apparaît comme la modalité première des aides sollicitées (tableau 4.9 ci-dessous). Ce résultat appelle deux commentaires. En effet, les systèmes de financement informel, notamment les tontines et micro-crédits des coopératives, sont largement insuffisants pour satisfaire aux besoins des activités informelles. En second lieu, le système bancaire, aujourd'hui un peu déconnecté des activités informelles a un rôle important à jouer afin de trouver les modalités adéquates d'intervention en faveur du secteur informel en réduisant les conditions de garanties le plus souvent exigées. L'accès au crédit vient en première position quel que soit le secteur d'activité de l'UPI, le milieu ou lieu de résidence et le sexe du promoteur. Ce résultat est logique, puisque l'une des principales difficultés le plus souvent évoquée en tête de liste est le manque de liquidités.

Le second domaine pour lequel les UPI réclament un appui est l'assistance pour les approvisionnements (44,9%). Ce souhait vient en deuxième position au niveau de l'industrie. Mais c'est plutôt l'accès à de grosses commandes qui arrivent au second rang au niveau du commerce et des services. L'accès à des grosses commandes se positionne au troisième rang des aides sollicitées (43,4% des UPI). En outre, plus de 39 % des entrepreneurs souhaitent être informés de la situation du marché sur lequel ils interviennent. Après ces souhaits, suivent par ordre, l'accès à des machines modernes (36,2%), la formation⁶ technique (34,4%), la formation à l'organisation et aux comptes (33,4%), etc. Il est à noter que 15,3% des chefs d'unités informelles ne souhaitent recevoir aucune aide. Ce sont probablement les chefs d'UPI qui ont pris l'habitude de travailler sans rien demander et qui ne nourrissent pas de projets d'extension de l'échelle de leurs activités.

Tableau 4.9 : Proportion (%) des promoteurs d'UPI souhaitant de l'aide selon le secteur d'activités, le milieu de résidence et le sexe (%)

Aide dans le domaine	Secteur d'activités			Milieu de résidence				Sexe de l'enquêté		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	N'Djaména	Autres milieux urbains	Ensemble urbain	Milieu rural	Masculin	Féminin	
Formation technique	40,6	28,4	35,2	28,1	33,9	31,5	35,6	38,9	24,8	34,4
Formation à l'organisation et aux comptes	35,1	33,3	31,6	29,0	40,0	35,5	32,3	36,1	23,1	33,4
Assistance pour approvisionnement	50,6	44,7	39,4	46,3	49,7	48,3	42,8	43,8	35,4	44,9
Accès à des machines modernes	42,1	30,0	37,4	27,2	36,2	32,6	37,0	34,0	25,5	36,2

⁶ a) « Formation technique » concerne les formations relatives à la technique de production, alors que

b) « Formation à l'organisation et aux comptes » concerne les formations relatives à la comptabilité et plus généralement à la gestion de l'UPI.

	Secteur d'activités			Milieu de résidence				Sexe de l'enquêté		Ensemble
Accès au crédit	68,5	70,4	60,3	64,3	63,0	63,5	66,4	64,9	62,4	66,6
Accès aux informations sur le marché	33,2	47,7	34,8	42,7	48,3	46,1	36,4	49,4	32,1	39,1
Accès à des grosses commandes	39,2	50,2	39,6	48,9	50,5	49,9	40,9	54,2	37,4	43,4
Enregistrement de l'activité	24,7	29,7	29,9	31,9	38,3	35,7	25,6	36,0	17,5	28,2
Publicité pour les nouveaux produits	27,9	31,4	24,0	32,2	37,1	35,2	25,2	38,9	16,3	28,0
Autre	12,0	15,0	16,2	14,6	17,2	16,2	13,5	20,5	8,2	14,4
Pas d'aides	11,2	13,5	21,4	16,8	17,2	18,3	14,9	13,1	16,2	15,3

Le tableau 4.10 montre que 56,1% des promoteurs d'UPI ont sollicité l'octroi de crédit dans un organisme d'appui aux micro-entreprises, 28,4% l'ont demandé dans une association de producteurs/commerçants et 13,2% dans une structure indépendante incluant les producteurs/commerçants. Il est à noter que quel que soit le secteur d'activité ou milieu de résidence, ce sont des organismes d'appui aux micro-entreprises qui sont sollicités en première position.

Tableau 4.10 : Type d'association ou structure dont le promoteur sollicite l'octroi de crédit selon le secteur d'activités et le milieu de résidence (%)

Type de structure	Secteur d'activités			Milieu de résidence		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	Urbain	Rural	
Association de producteurs/commerçants seulement	23,5	35,1	24,2	31,1	27,6	28,4
Structure indépendante incluant les producteurs/commerçants	8,3	17,3	12,7	13	13,2	13,2
Organisme d'appui aux micro-entreprises	66,7	45,6	59,5	54,9	56,4	56,1
Autre	1,4	2,1	3,6	1	2,7	2,3
Total	100	100	100	100	100	100

Une banque est une entreprise qui fait le commerce de l'argent. Cette activité peut être exercée pour le compte de clients de différentes manières : recevoir et garder des fonds, proposer divers placements (épargne), fournir des moyens de paiement (chèques, cartes bancaires, etc.) et de change, prêter de l'argent, et plus généralement se charger de tous services financiers. Au niveau de l'ECOSIT3, c'est l'aspect appui aux entreprises en termes d'octroi de crédit qui est renseigné.

L'analyse des demandes d'aides au niveau des banques (tableau 4.11) montre que Orabank (ex Financial Bank) est la banque où les promoteurs d'UPI ont beaucoup demandé des crédits (43,6%). Viennent ensuite par ordre d'importance des sollicitations, la BCC (33,5%), la

SGTB (9,7%) et l'ECOBANK (8,9%). En ce qui concerne le milieu de résidence, on constate que c'est la BCC qui est très sollicitée en milieu urbain alors qu'en milieu rural, c'est Orabank qui vient en tête. Les banques comme UBA, CBT, ECOBANK et BSIC ne sont connues qu'en milieu urbain, elles ne sont sollicitées que par des citadins. Les travailleurs propre compte n'ont sollicité des crédits qu'auprès de deux banques : BCC (87%) et ECOBANK (13%).

On observe en outre que selon les secteurs d'activités, les promoteurs des secteurs de l'industrie et des services sollicitent davantage de crédit auprès de la BCC (66,5% et 55,3% respectivement) tandis que ceux du commerce en ont tendance à solliciter auprès de Orabank (51,7%).

Tableau 4.11 : Banques dans lesquelles le promoteur a sollicité l'octroi de crédit selon le secteur d'activités et le milieu de résidence (%)

Type de structure	Secteur d'activités			Milieu de résidence		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	Urbain	Rural	
SGTB	0,0	13	0,0	9,2	10,2	9,7
BCC	66,5	24,2	55,3	36,7	30,6	33,5
Financial Bank(Orabank)	19,1	51,7	20,2	25,7	59,2	43,6
UBA	0,0	3,7	0,0	5,9	0,0	2,7
CBT	1,6	0,0	0,0	0,4	0,0	0,2
ECOBANK	12,8	7,0	16,5	19,2	0,0	8,9
BSIC	0,0	0,4	8,1	2,8	0,0	1,3
Total	100	100	100	100	100	100

- SGTB (Société Générale Tchadienne de Banque)
- BCC (Banque Commerciale du Chari)
- Financial Bank (devenue actuellement Orabank)
- UBA (United Bank of Africa)
- CBT (Commercial Bank Tchad)
- ECOBANK
- BSIC (Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce)

Les aides effectivement reçues de la part des organisations professionnelles (tableau 4.12 ci-dessous) ne sont pas en adéquation avec les souhaits ou demandes des promoteurs d'UPI. Ainsi au lieu d'avoir des aides qui peuvent permettre aux chefs d'UPI de faire des projets d'extension de l'échelle de leurs activités, les organisations professionnelles s'occupent beaucoup plus de l'aspect protection, information et sécurisation de leurs adhérents. Elles agissent comme des syndicats et non comme des organismes de micro-finance. Ainsi l'accès au crédit qui était très sollicité vient en cinquième position au niveau des offres des organisations professionnelles et ce sont les problèmes de sécurité qui sont prioritairement pris en charge par les organisations professionnelles (51,2%). De même l'assistance pour l'approvisionnement et l'accès à des grosses commandes sont déclassés en termes d'obtention d'aides et se retrouvent respectivement en sixième et septième position.

Le second domaine pour lequel les UPI ont reçu un appui est l'accès aux informations sur le marché (44,2%). Les problèmes avec l'administration se positionnent au troisième rang des

aides reçues (43,5% des UPI). Les organisations professionnelles ont accordé en quatrième position des aides aux promoteurs UPI pour les cas de litiges avec les concurrents (40,7%).

De manière générale, les chefs des UPI sont très peu entrepreneurs dans la recherche de crédit ou prêt bancaire : seulement 1,5% des chefs des UPI ont déclaré avoir demandé un crédit bancaire. L'absence de demande de crédit par les chefs d'UPI tiendrait plus à l'ignorance et aux préjugés qu'à l'issue de la requête. Pour ceux qui ont osé demander un prêt, le résultat positif de la requête se présente comme suit : 27,2% des chefs d'UPI ayant sollicité de prêt bancaire ont globalement obtenu gain de cause. Les résultats positifs au niveau désagrégué se présente comme suit : industrie : 44,3% ; commerce : 26,1% ; services : 7,8% ; patron : 83,8% ; travailleur pour propre compte : 76,1% ; N'Djaména : 69,6% ; autres milieux urbains : 35,1% ; milieu urbain : 53,1% et milieu rural : 14,1%. 10,5% des promoteurs d'UPI du Tchad qui ont osé demander un crédit en 2011 n'ont pas eu gain de cause.

L'analyse selon le sexe du promoteur montre que les hommes ont plus obtenus de crédits bancaires pour les problèmes de sécurité (83,8%), pour l'accès aux informations sur le marché (52%) et les litiges avec les concurrents (51,9%) alors pour les femmes ce sont les litiges avec les concurrents (67,8%), l'assistance pour approvisionnement (48,1%) et les problèmes de sécurité (35,1%).

Tableau 4.12 : Aides reçues de la part de leur organisation professionnelle par les promoteurs d'UPI selon le secteur d'activités, le milieu de résidence et le sexe (%)

Aide dans le domaine	Secteur d'activités			Milieu de résidence		Sexe de l'enquêté		Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Formation technique	20,0	15,8	25,9	25,6	15,3	30,0	10,0	19,8
Formation à l'organisation et aux comptes	15,8	15,8	17,3	23,0	12,7	29,7	4,0	16,2
Assistance pour approvisionnement	41,1	40,4	20,8	45,5	27,6	39,6	48,1	35,3
Accès à des machines modernes	20,5	18,5	20,1	26,4	15,4	28,4	6,3	19,5
Accès au crédit	28,2	47,5	35,0	49,8	29,7	29,8	23,0	38,6
Accès aux informations sur le marché	44,0	55,8	24,4	55,8	36,5	52,0	30,2	44,2
Accès à des grosses commandes	18,4	42,9	23,2	46,1	20,3	39,5	8,9	30,4
Problèmes avec l'administration	39,8	49,2	37,9	48,8	40,3	38,4	33,9	43,5
Litiges avec les concurrents	40,2	46,8	31,2	60,9	26,8	51,9	67,8	40,7
Problèmes de sécurité	56,7	53,8	41,5	56,3	47,9	83,8	35,1	51,2
Autre	35,6	6,8	26,1	8,9	30,4	36,3	,0	22,0
Pas d'aides	1,4	14,0	14,0	3,8	15,5	12,1	,0	10,5

4.4. Les perspectives d'avenir du secteur informel

Pour apprécier le mode de comportement des producteurs informels, avant de connaître leur jugement sur l'avenir de leur établissement, on a cherché à savoir ce qu'ils feraient dans deux cas de figure: (1) s'ils pouvaient bénéficier d'un crédit ou d'un prêt ; (2) en cas de réduction de la demande.

4.4.1. Utilisation d'un prêt

A la question de savoir « Que feriez-vous en priorité si vous pouviez bénéficier d'un crédit pour votre activité ? » ; les réponses des promoteurs sont commentés dans les paragraphes

qui suivent.

Selon les résultats consignés dans le tableau 4.13, La quasi-totalité (94,6%) des chefs d'UPI s'emploieraient à accroître leur niveau d'activité, alors que 3,7% d'entre eux engageraient des dépenses, de consommation notamment, en dehors de leur établissement. Mais la ligne de crédit ne serait pas nécessairement affectée à un investissement supplémentaire dans l'établissement. En effet, si 70,5% des UPI utiliseraient le crédit dans le sens d'une croissance intensive (accroissement du stock de capital), en augmentant leur stock de matières premières (49,2%), en améliorant leur équipement (8,3%), ou encore en améliorant leur local (11,1%) ; 24,1% amorceraient une stratégie de croissance extensive (ouverture d'un autre établissement dans la même ou une autre branche).

Selon le secteur d'activité, l'industrie, le commerce tout comme les services affecteraient un crédit prioritairement pour une croissance intensive : plus de 67% quel que soit le secteur d'activité. Dans l'industrie, le crédit sera utilisé prioritairement pour l'accroissement du stock de matières premières (54,7%) et l'ouverture d'un autre établissement dans la même activité (10,4%) alors dans les services, les demandeurs de crédits envisagent l'utiliser pour l'accroissement du stock de matières premières (42,7%) et l'amélioration du local, de l'emplacement (13,3%). Les souhaits des promoteurs d'UPI du secteur commerce sont : accroissement du stock de matières premières (49,9%) et l'amélioration du local, de l'emplacement (13,8%).

L'étude par branche d'activité indique que les fabriques de produits alimentaires, boissons et tabacs (61,2%), les activités extractives (20,4%) et les autres industries (49,8%) utiliseraient le crédit pour le financement des stocks. Le commerce et la réparation des engins utiliseraient le crédit pour le financement de stocks (49,9%), l'amélioration du local (13,8%) et l'ouverture d'un autre établissement dans la même activité (15,9%). Pour ce qui est de la branche transport et entreposage, 16,0% engageraient le crédit pour l'amélioration de l'équipement, 32,1% dans l'ouverture d'un autre établissement dans la même activité, 25,1% pour l'ouverture d'un autre établissement dans une autre activité. Les BTP vont privilégier les équipements (45,7%) et l'ouverture d'un autre établissement dans la même activité (24,9%) et l'hébergement et restauration va investir à la fois dans le stock (62,6%) et l'amélioration du cadre de travail ou local (10,7%). Il faut noter qu'à peine quatre chefs d'établissement sur cent se proposent d'embaucher. Ce choix s'explique par le faible taux d'utilisation des capacités de production du secteur informel. Une politique de financement du secteur informel facilitant l'accès au crédit d'unités de production déjà existantes n'aurait donc qu'un impact direct négligeable sur l'emploi.

La croissance intensive est privilégiée par la majorité des UPI aussi bien en milieu rural (71,1%) à N'Djaména (68,6%) que dans l'ensemble du milieu urbain (68,7%). Elle est souhaitée par 70,5% des promoteurs d'UPI au niveau national. Selon le tableau A.1.1 annexé au présent rapport, par région de résidence, elle est majoritairement souhaitée dans les régions de la Tandjilé (84,1%) et du Mayo-Kebbi Ouest (80,4%).

En ce qui concerne la croissance extensive, le souhait par milieu de résidence se présente comme suit : milieu rural (23,9%), N'Djaména (24,2%), milieu urbain (24,7%). Elle est souhaitée par 24,1% des promoteurs d'UPI au niveau national. Selon le tableau A.1.1, elle est majoritairement souhaitée dans les régions du Chari-Baguirmi (66,4%) et du BET (56,6%).

Tableau 4.13 : Souhait d'utilisation du crédit octroyé par des institutions bancaires et de microfinance par les promoteurs d'UPI selon le secteur d'activités et le milieu de résidence (%)

Utilisation prioritaire d'un éventuel crédit	Secteur d'activités			Milieu de résidence			Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	N'Djaména	Milieu urbain	Milieu rural	
CROISSANCE INTENSIVE	73,8	67,8	70,3	68,6	68,7	71,1	70,5
Accroissement du stock de matières premières	54,7	49,9	42,7	42,5	45,8	50,4	49,2
Amélioration du local, de l'emplacement	5,6	13,8	13,3	21,0	16,0	9,4	11,1
Amélioration des machines, mobiliers, outils	9,6	3,8	12,3	4,5	5,5	9,3	8,3
Embauche	3,9	0,2	2,0	0,7	1,4	2,1	1,9
CROISSANCE EXTENSIVE	20,5	27,8	23,5	24,2	24,7	23,9	24,1
Ouverture d'un autre établissement dans la même activité	10,4	15,9	11,1	14,7	14,8	11,9	12,7
Ouverture d'un autre établissement dans une autre activité	10,1	11,8	12,4	9,6	10,0	12,0	11,5
ENGAGER DES DÉPENSES EN DEHORS DE L'ÉTABLISSEMENT	4,7	2,2	4,4	2,5	2,6	4,1	3,7
AUTRE	1,0	2,3	1,7	4,7	4,0	0,9	1,7
Total	100	100	100	100	100	100	100

4.4.2. Stratégie en cas de réduction de la demande

Que se passerait-il en cas de réduction de la demande? L'amélioration de la qualité des produits fabriqués (22,2%) constituerait la première alternative pour faire face à la réduction de la demande. Viennent ensuite, la diversification des activités (21,6%), la recherche d'un autre emploi (15,8%) et l'abandon de l'activité (15,4%). La stratégie adoptée par les chefs d'unités de production informelles est indépendante du secteur d'activité dans lequel ils exercent. La contraction de la masse salariale (soit en réduisant les salaires, soit en débauchant) constitue aussi une solution potentielle. L'autre variable d'ajustement sur laquelle les entrepreneurs informels pourraient agir est leur bénéfice. Environ 9% d'entre eux contracteraient leurs marges pour faire face à une chute de leurs débouchés. Ce poste est d'ailleurs l'une des seules marges de manœuvre interne à l'UPI sur laquelle nombre de producteurs peuvent agir, notamment ceux qui se trouvent en situation d'auto-emploi. A N'Djaména, la capitale, la réduction des bénéfices et la diversification des activités de l'UPI sont les solutions idéales envisagées par les promoteurs d'UPI alors qu'en milieu rural c'est l'amélioration de la qualité des produits et la diversification des activités qui sont mises en exergue. Si l'on considère l'ensemble du milieu urbain, il ressort que c'est cette dernière solution qui est aussi envisagée.

Tableau 4.14 : Stratégies en cas de réduction de la demande selon le secteur d'activités et milieu de résidence (%)

Stratégies	Secteur d'activités			Milieu de résidence				Ensemble
	Industrie	Commerce	Services	N'Djaména	Autres milieux urbains	Milieu urbain	Milieu rural	
Réduire le nombre de salariés	11,1	7,4	10,5	8,2	11,1	9,9	9,5	9,6
Réduire les salaires	4,0	4,0	2,9	2,4	5,4	4,2	3,3	3,7
Réduire votre bénéfice	4,1	13,3	9,0	20,2	9,3	13,7	7,3	9,0
Diversifier vos activités	24,3	20,4	20,1	20,1	21,1	20,7	21,6	21,6
Chercher un autre emploi	14,7	18,2	14,0	13,8	15,4	14,8	16,0	15,8
Améliorer la qualité de vos produits	25,0	16,4	26,1	13,6	23,5	19,5	23,3	22,2
Abandonner l'activité	15,5	14,8	15,9	16,0	9,7	12,3	17,0	15,4
Autre	1,2	5,5	1,5	5,8	4,5	5,0	2,1	2,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

4.4.3. Perspectives d'avenir selon les chefs d'UPI

Finalement, en dépit des contraintes qu'ils subissent et malgré la situation économique difficile, les entrepreneurs informels sont optimistes quant à l'avenir de leur établissement (73,3% d'entre eux estiment que leur unité a un avenir). Quel que soit le milieu de résidence, la majorité des promoteurs d'UPI considèrent que l'UPI a un avenir (68,1% pour le milieu urbain et 74,5% pour le milieu rural). Cet optimisme se retrouve dans toutes les branches d'activité sauf au niveau des activités extractives où seulement 21,4% sont optimistes. Au niveau de la branche d'activités Bâtiments et Travaux Publics (BTP), c'est presque la totalité des entrepreneurs informels qui pensent que leur UPI a de l'avenir (milieu urbain : 93,2%, milieu rural : 100% et ensemble : 98,5%). Le jugement positif sur l'avenir de l'établissement dépasse la simple intuition que le secteur informel sera amené à jouer un rôle économique de premier plan au cours des prochaines années, notamment dans le secteur de production. Le secteur informel est donc bien associé à un mode d'insertion sociale et économique encore valorisé aujourd'hui. En revanche en ce qui concerne la relève dans l'établissement par la progéniture, 54,3 % des entrepreneurs souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement. Cette proportion est plus faible à N'Djaména (25,4%) et dans les autres centres urbains (49,4%). Plus généralement, elle est faible en milieu urbain (45,3%) et plus élevée en milieu rural (57,3%). En dehors de la branche activités extractives où 20,1% seulement des entrepreneurs souhaitent que leurs enfants reprennent l'activité de leur établissement, dans toutes les autres branches, plus de 40% de chefs d'entreprises désirent voir leurs enfants continuer leur activité actuelle.

La prise en compte des caractéristiques socio-démographiques des producteurs informels montre que les patrons d'établissement sont beaucoup plus optimistes, en moyenne, que les individus travaillant à leur compte. Il en est de même pour les entrepreneurs hommes, plus optimistes que les femmes et ceux qui ont une ancienneté de plus de trois ans dans leur emploi, plus optimistes que ceux avec une ancienneté plus courte. Des variations s'observent également selon l'âge du chef d'UPI, les plus optimistes étant les entrepreneurs âgés de 60 ans et plus. L'optimisme sur les perspectives d'avenir est corrélé avec l'ancienneté et le niveau d'instruction du promoteur de l'UPI. Par ailleurs plus de 40% des producteurs du secteur informel souhaitent que leurs enfants perpétuent l'activité de leur établissement quel que soit leur caractéristique sociodémographique.

Tableau 4.15 : Perspectives d'avenir des chefs d'UPI selon le milieu de résidence (en % des UPI)

	L'UPI a un avenir			Désire voir ses enfants continuer		
	Milieu de résidence		Ensemble	Milieu de résidence		Ensemble
	Urbain	Rural		Urbain	Rural	
Secteur et branche d'activités						
Industrie	64,4	66,1	65,8	39,2	44,3	43,4
Activités extractives	56,6	19,7	21,4	28,3	19,7	20,1
Fabrication aliments, boissons et tabac	59,8	65,3	64,3	38,3	41,4	40,9
Autres industries	71,2	66,0	66,8	38,9	54,0	51,4
BTP	93,2	100,0	98,5	53,4	47,2	48,6
Commerce	71,8	85,0	80,2	48,7	74,0	64,8
Services	64,3	74,9	72,7	44,2	55,3	53,1
Transport et entreposage	55,3	71,8	64,7	37,4	43,1	40,6
Hébergement et restauration	60,4	68,7	67,5	41,9	48,9	47,9
Autres services	69,4	85,8	81,3	47,4	67,5	62,2
Statut du promoteur de l'UPI						
Patron	78,9	73,9	75,5	44,8	57,8	53,6
Compte propre	68,0	68,6	68,5	34,6	57,1	51,9
Sexe du promoteur de l'UPI						
Masculin	76,8	74,8	75,6	44,3	74,8	62,8
Féminin	64,8	70,9	69,4	37,3	51,2	47,6
Classe d'âges						
6-14	56,7	74,0	67,8	23,7	52,4	41,9
15-24	81,8	42,1	54,8	50,9	71,3	64,8
25-59	70,3	82,9	79,4	42,4	57,5	53,3
60 ans et plus	96,0	80,3	88,3	23,6	80,3	52,4
Ancienneté du promoteur de l'UPI						
Moins d'un an	58,6	50,0	54,5	27,1	100,0	52,7
1 à 3 ans	65,7	70,6	68,1	47,1	27,2	36,5
3 ans et plus	73,0	72,8	72,9	39,4	61,5	55,2
Niveau d'instruction du promoteur de l'UPI						
Sans niveau	69,9	69,1	69,3	31,3	56,1	50,1
Primaire	66,4	68,1	67,5	42,0	62,3	55,3
Secondaire général	76,4	88,4	80,5	53,2	100,0	66,9
Secondaire technique	86,5		86,5	42,6		42,6
Formation professionnelle	100,0	100,0	100,0	71,5	100,0	78,0
Formation Supérieure						
Total	68,1	74,5	73,3	45,3	57,3	54,3

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **INSEED(2006)**, Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan, Profil de Pauvreté, ECOSIT2, Novembre 2006, 99 p.
2. **INSEED (2012a)**, Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques, Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat « *Résultats globaux définitifs*», Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, N'Djaména, Mars 2012, 199 p.
3. **INSEED (2012b)**, Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques, Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat « *Principaux indicateurs globaux issus de l'analyse thématique*», Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, N'Djaména, Août 2012, 92 p.

ANNEXES

*A.1. TABLEAUX ADDITIFS***Tableau A.1.1 : Souhait d'utilisation du crédit octroyé par des institutions bancaires et de microfinance par les promoteurs d'UPI selon la région de résidence**

REGION	CROISSANCE INTENSIVE	CROISSANCE EXTENSIVE	ENGAGER DES DÉPENSES EN DEHORS DE L'ÉTABLISSEMENT	AUTRE	TOTAL
BARH EL GAZAL	59,9	36,7		3,4	100
BATHA	49,1	37,9	11,0	2,0	100
BORKOU-ENNEDI- TIBESTI	43,4	56,6			100
CHARI BAGUIRMI	33,1	66,4	0,2	0,4	100
GUERA	69,5	20,7	9,8		100
HADJER LAMIS	64,8	32,0	0,6	2,6	100
KANEM	58,3	35,7	6,0		100
LAC	66,5	15,7	13,5	4,3	100
LOGONE OCCIDENTAL	75,6	15,0	8,7	0,8	100
LOGONE ORIENTAL	78,0	21,5		0,5	100
MANDOUL	67,5	21,2	8,9	2,4	100
MAYO KEBBI EST	74,4	20,7	2,5	2,4	100
MAYO KEBBI OUEST	80,4	15,9	2,7	1,1	100
MOYEN CHARI	77,8	20,6	1,3	0,3	100
N'DJAMENA	68,6	24,2	2,5	4,7	100
OUADDAI	69,8	28,9	0,8	0,5	100
SALAMAT	61,7	36,4		1,9	100
SILA	78,8	16,4		4,9	100
TANDJILE	84,1	11,9	0,5	3,5	100
WADI FIRA	67,7	32,3			100
TCHAD	70,5	24,1	3,7	1,7	100

Tableau A.1.2 : Structure du questionnaire secteur informel de l'ECOSIT3

<i>Modules</i>	Objectifs	Principaux indicateurs/variables
A. Caractéristiques de l'établissement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Saisir les caractéristiques des Unités de Production Informelles (UPI). 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Site d'exercice de l'activité informelle ; ➤ Principales raisons conduisant à la création d'une UPI; ➤ Ancienneté des établissements.
B. Main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Caractériser les employés des UPI ; ➤ Saisir le mode de rémunération dans les UPI ; ➤ Evaluer les primes et autres avantages dans les UPI . 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Effectifs des employés dans les UPI ; ➤ CSP des employés des UPI ; ➤ Horaires de travail dans les UPI ; ➤ Modes de rémunération dans les UPI ; ➤ Montant des primes et avantages.
C. Production et vente	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Saisir les caractéristiques de la production (produit, quantité) des UPI ; ➤ Evaluer le chiffre d'affaires des UPI. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Principaux outputs des UPI ; ➤ Niveau de la production des UPI pour chaque produit ; ➤ Chiffre d'affaires des UPI ; ➤ Méthodes de vente.
D. Dépenses et charges	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Evaluer les charges d'exploitation des UPI ; ➤ Identifier les 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Montant des différentes charges dans les UPI ; ➤ Quantité, prix, valeur et financement liés aux intrants ;

	<p>problèmes qu'ont les UPI avec les agents du secteur public.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Charges et dépenses liées aux autres matières premières ; ➤ Taux d'imposition dans les UPI ; ➤ Charges et dépenses liées à l'exploitation courante (loyer, eau, électricité, fiscalité, autres frais d'établissement etc.); ➤ Types de problèmes rencontrés avec les agents du secteur public.
E. Clients, fournisseurs et concurrents	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Saisir les modes d'approvisionnement des UPI ; ➤ Identifier les modes de détermination des prix au sein des UPI. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Principaux modes d'approvisionnement des UPI ; ➤ Principaux modes de fixation de prix dans les UPI ; ➤ Caractéristiques des principaux clients ; ➤ Caractéristiques des principaux fournisseurs ; ➤ Caractéristiques des principaux concurrents.
F. Equipements, investissement et financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier les caractéristiques du capital productif de l'UPI ; ➤ Identifier les conditions d'emprunt et de remboursement des crédits par les UPI ; ➤ Appréhender la gestion et le mode de 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Types des principales immobilisations corporelles dans les UPI et valeur de celles-ci ; ➤ Source principale de financement de l'achat d'équipements ; ➤ Principales origines des financements reçus par les UPI ; ➤ Principales difficultés liées au remboursement des crédits ; ➤ Taux d'utilisation des capacités de

	remboursement des financements reçus par les UPI.	production.
G. Problèmes et perspectives	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier les problèmes de l'environnement amont (fournisseurs) et aval (clients) des UPI ; ➤ Identifier les perspectives d'avenir dans les UPI ; ➤ Appréhender les relations entre les UPI et l'administration ; ➤ Appréhender les relations entre les UPI et les institutions de crédit et de microcrédit. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Déterminants de l'offre et de la demande des UPI ; ➤ Principales raisons du non enregistrement des structures informelles ; ➤ Types de structures susceptibles de fournir aux UPI assistance, accès au crédit, etc.

A .2. LISTE DU PERSONNEL AYANT PARTICIPE A L'ENQUETE

Tableau A.2.1 : Liste des superviseurs régionaux de terrain de l'ECOSIT3

REGION	NOMS ET PRENOMS DES SUPERVISEURS
BARH EL GAZEL	SEVERIN ADOUM
BATHA	YONDAMAL JULIEN
BET	ADAM MOUSTAPHA
BET	AHMED CHOUA DOUMARA

REGION	NOMS ET PRENOMS DES SUPERVISEURS
BET	MAHAMAT BARH ARY
CHARI BAGUIRMI	ROGANGOUM KODINDOUMA HERVE
GUERA	MAHAMAT TIDJANI ABAKAR
HADJER LAMIS	ASSEMAL ALFRED
KANEM	KOUMAKOI HAROUN
LAC	YAYA MAMADOU
LOGONE OCCIDENTAL	ASSEM GADEBE
LOGONE ORIENTAL	DOUMDEOUDJE MOISE
MANDOUL	NADJIOROUM NDINGADET
MAYO KEBBI EST	DJANMON WAISSALA
MAYO KEBBI OUEST	DJERABE KELOS
MOYEN CHARI	ADOUMBAYE DAM PIERRE
NDJAMENA (1er et 2e arrdts)	GAGUE NGANGTAR
NDJAMENA (3e et 4e arrdts)	DJIMRABAYE PIERRE
NDJAMENA (5e et 6e arrdts)	LENAN GANGUINON
NDJAMENA (7e et 9e arrdts)	AINGUEBAYE NDINGANRA
NDJAMENA (8e et 10e arrdts)	NOUBARANGUE ARMAND
N'DJAMENA (renforcement d'effectif)	DJEDANEM ERIC
N'DJAMENA (renforcement d'effectif)	ABDELNASSOUR HOSKY
N'DJAMENA (renforcement d'effectif)	NELOUMSENGAR SINGUELENGAR
N'DJAMENA (renforcement d'effectif)	DIONMAYE MBAÏMOUNDOU
OUADDAI	MATCHOKE TCHOUAFENE VOUNKI
SALAMAT	KEM-ALLAHE JULIEN

REGION	NOMS ET PRENOMS DES SUPERVISEURS
SILA	MAHAMAT SALEH
TANDJILE	ALLAGOMBAYE ANACLET
WADI FIRA	YOUSSEUF ISSA MAHAMAT

Tableau A.2.2 : Liste des superviseurs de pool de l'ECOSIT3

POOL	NOMS ET PRENOMS DES SUPERVISEURS
N'DJAMENA (N'DJAMENA, HADJER LAMIS ET CHARIBAGUIRMI)	NADJIARABEYE BEASSOUM CHRISTIAN
MOUNDOU (LOGONE ORIENTAL, TANDJILE ET LOGONE OCCIDENTAL)	KOSTELNGAR NODJIMADJI
FAYA (BORKOU, ENNEDI ET TIBESTI)	BOYALNGAR MBATINA
SARH (MOYEN-CHARI ET MANDOUL)	FATA ROUANE
BONGOR (MAYO-KEBBI EST ET MAYO-KEBBI OUEST)	YOUSSEUF IBN ALI
MAO (KANEM, LAC ET BARH EL GAZAL)	MBAÏOGOUM RAOUL
MONGO (BATHA, SALAMAT ET GUERA)	NOUBADIGNIM RONELYAMBAYE
ABECHE (OUADDAI, WADI FIRA ET SILA)	AHMAT SOULEYMANE HACHIM

Tableau A.2.3 : Liste des agents de codification de l'ECOSIT3

NOMS ET PRENOMS	TITRE
BENADJA NASSER SALEH	Contrôleur
MADJ-NDEUDE RATNAN	Contrôleur
IBRAHIM BADINE	Agent
IBRAHIM ADOUM MAHAMAT	Agent
MOUSSA WARDOUGOU	Agent
AB-NASSIR NDADTINGAR	Agent
FATIME BOYALNGAR	Agent
MAHAMAT SALEH OUMAR	Agent
MAHADI ADIRDIR MAHADI	Agent
ZOUA JONAS	Agent
DJIGUEDAM SYLVAIN TAO	Agent
INGER ORELTA MADJI	Agent
DJENOMBAYE IVETTE	Agent
NDOGOBET DIDIER	Agent
TADAYE PORTOLOUM	Agent
BERENGER NGARALBAYE MADNODJI	Agent
MAHAMAT AHMAT OUSTA	Agent
DJELESSEM ALAIN	Agent
YAYA ABDELKERIM	Agent
YAYA DJIBRILLAH	Agent
FORA DELPHINE	Agent
ABDOULAYE HASSALLAH HAGGAR	Agent

Tableau A.2.4 : Liste des agents de saisie de l'ECOSIT3

NOMS ET PRENOMS	TITRE
DEUZOUMBE PAYANG PAFIGN	Superviseur Général
JOEL AOUDOU	Superviseur
HABIB AHMAT MAHAMOUDI	Superviseur
MADJISSEMBAYE NARYANAN	Contrôleur
SOURAYA MAHAMAT SALEH	Contrôleuse
MBAITOU BAM BRUNO	Contrôleur
SOBDIBE SYLVAIN	Contrôleur
KEIMIA ROLAND	Contrôleur
ZOUKALNE BEBLERE EDITH	Contrôleuse
HASSAN ALI ILYASS	Agent
RAKHIE AHMAT DAMANE	Agent
NODJINDOLOUM KOSHOUDOU	Agent
NAKAR YASMINA	Agent
MOURSAL ZAKARIA MOURSAL	Agent
CHAMSA ALI ISSA	Agent
MAHAMAT TAHIR DONGO	Agent
MAHAMAT BADOIR FADOUL	Agent
MADJITOINGUE ELIE	Agent
EMMANUEL KOUMANDE	Agent
KALTOUMA HASSANE ADAM	Agent
KADIDJA BOUSSA	Agent
HAMID ALLATCHI YOUSSEF	Agent
GUERMADJI BERINGAR	Agent

NOMS ET PRENOMS	TITRE
EVELYNE DOHORADE	Agent
DJETOGOM NORMANDE	Agent
DJEKAOUSSEM ROGMBAYE	Agent
DABOULAYE DANDE ANTOINETTE	Agent
BARIM EUNICE	Agent
BYAKDJOLBO CHRISTINE	Agent
ALLADOUM KOITOU DJOUM	Agent
ADAM ELHADJ IDRIS	Agent
ABDERAMANE MAHAMAT DJOUBAL	Agent
ZOUMGNABE CHANYABO	Agent
NGARNDIGIM NAHRA BEATRICE	Agent
DJENOM NGARSANEDJI	Agent
BOKHIT ABAKAR OUMAR	Agent
ASSATOU AMINATOU ABBA	Agent
RACKYA DIALLO	Agent
KOUTOU ELYSEE	Agent
HOZOUBE GAPILI FIACRE	Agent
KALKIKA DOULONG	Agent
TAROUM NAINGAYE	Agent
KOUBIA GALI	Agent
DOUMASSEM PAULINE	Agent
MAHAMAT ADAM RAHAMA	Agent
ISSA ISSAKA BREMA	Agent
TOUTOM EDITH	Agent

NOMS ET PRENOMS	TITRE
ABBA HAMIDOU NGUEGOUSSOU	Agent
ACHE ISSA	Agent
MONODJI CLARISSE REOUKILA	Agent
MEMHEUDJIEL NGARA CLARISSE	Agent
DJIM ARABEYE DOKALDE DESIRE	Agent
ALLAHRA DIDIER NANRABAYE	Agent
SADIE SALEH KABORO	Agent
MBANGOLOUM BAKOI REBECCA	Agent
ZIEGOUBE MABARE	Agent
MOUSTABCHIR AMADAYE	Agent
ISSAKHA ABAKAR YOUSOUF	Agent
MAHAMAT EBIRE HAGGAR	Agent

Tableau A.2.5 : Liste des analystes de l'ECOSIT3 (volet secteur informel)

NOMS ET PRENOMS	THEME
TABO SYMPHORIEN NDANG	CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES DES UNITES DE PRODUCTION INFORMELLES
TABO SYMPHORIEN NDANG	CHAPITRE 2 : LA MAIN D'ŒUVRE DU SECTEUR INFORMEL
ROGANGOUM KODINDOUMA HERVE	CHAPITRE 3 : LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT
NOUBADIGNIM RONELYAMBAYE	CHAPITRE 4 : PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Tableau A.2.6 : Liste des membres de l'équipe de revue et correction de l'ECOSIT3 (volet secteur informel)

NOMS ET PRENOMS	QUALIFICATION(TITRE)
BOYALNGAR MBATINA	STATISTICIEN DEMOGRAPHIE (MEMBRE DU CT)

NOMS ET PRENOMS	QUALIFICATION(TITRE)
FATA ROUANE	STATISTICIEN ECONOMISTE (MEMBRE DU CT)
TABO SYMPHORIEN NDANG	STATISTICIEN ECONOMISTE (CONSULTANT INDEPENDANT)

Tableau A.2.7 : Liste des membres de l'équipe d'édition finale (volet secteur informel)

NOMS ET PRENOMS	QUALIFICATION(TITRE)
TABO SYMPHORIEN NDANG	STATISTICIEN ECONOMISTE (PERSONNE RESSOURCE)
DJANMON WAISSALA	STATISTICIEN DEMOGRAPHIE (CADRE DU SEPPD)
NOUBADIGNIM RONELYAMBAYE	STATISTICIEN DEMOGRAPHIE (MEMBRE DU CT)
ROGANGOUM KODINDOUMA HERVE	STATISTICIEN (PERSONNE RESSOURCE)